

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



51627
Distr.
LIMITEE



E/CN.14/INR/141
7 octobre 1966

Original : FRANCAIS/ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion sous-régionale sur la coopération
économique en Afrique de l'ouest
Niamey, 10-22 octobre 1966

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE DE L'OUEST :
UNE ANALYSE D'ENSEMBLE

M66-1415

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	1 - 11
Développement industriel	3 - 5
Coopération sous-régionale	6 - 11
II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE	12 - 29
III. ANALYSES PAR PAYS	30 - 99
Dahomey	32 - 35
Gambie	36 - 40
Ghana	41 - 46
Guinée	47 - 50
Côte-d'Ivoire	51 - 57
Libéria	58 - 63
Mali	64 - 68
Mauritanie	69 - 74
Niger	75 - 78
Nigéria	79 - 83
Sénégal	84 - 87
Sierra Leone	88 - 90
Togo	91 - 94
Haute-Volta	95 - 99
IV. ANALYSES PAR BRANCHE D'ACTIVITE INDUSTRIELLE	100 - 183
Industries extractives	104 - 109
Industries alimentaires	110 - 111
Sucre et confiserie	112 - 115
Tabac	116 - 117
Textiles et vêtements	118 - 122
Chaussure et cuir	123 - 124
Industrie du bois, y compris l'industrie du meuble	125 - 128
Papier et produits manufacturés en papier	129 - 132

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>
Imprimerie et édition	133 - 136
Caoutchouc naturel	137 - 138
Industries chimiques	139 - 145
Briques et matériaux réfractaires	146 - 155
Verre	156 - 160
Céramique	161 - 164
Industrie du ciment	165 - 166
Industries à base de ciment	167 - 168
Sidérurgie	169 - 171
Métaux non ferreux	172 - 178
Industrie électronique	179 - 180
Industries mécaniques et électriques	181 - 183
V. ANALYSE DÉTAILLÉE DES RELATIONS ENTRE INDUSTRIES	184 - 193

ANNEXE

TABLEAU 1	Sous-région Afrique de l'ouest 1963 - Présentation provisoire simplifiée des comptes nationaux
TABLEAU 2	Sous-région Afrique de l'ouest 1975 - Présentation provisoire simplifiée des comptes nationaux
TABLEAU 3	Commerce extérieur de la sous-région ouest-africaine en 1963 et 1975
GRAPHIQUE	
TABLEAU 4	Ressources et utilisations en Afrique de l'ouest, 1963 et 1975
TABLEAUX 5 - 18	Indicateurs économiques pour 1963 et 1975 par pays (par ordre alphabétique)
TABLEAUX 19 - 45	Tableaux par industries (dans l'ordre où elles sont mentionnées dans la section IV).

INTRODUCTION

1. L'économie de la sous-région de l'Afrique de l'ouest est appelée à se développer considérablement au cours des dix prochaines années et d'autant plus vite que les gouvernements prendront des mesures judicieuses et décisives. Les ressources et la situation économique actuelle des quatorze pays indépendants qui forment la sous-région de l'Afrique de l'ouest ont été étudiées en vue de l'élaboration d'un programme de développement d'ensemble destiné à assurer aux populations de ces pays une croissance économique rapide et équilibrée. Le présent document constitue à la fois une introduction aux études préparées à ce jour et un résumé de ces études.

2. Il n'est pratiquement pas un seul expert qui, en préparant une étude sur l'Afrique, ne souligne les lacunes des données statistiques disponibles. Les recensements démographiques et même les recensements industriels peuvent avoir une marge d'erreur qui, dans certains cas, dépasse 25 pour 100. Toutefois, les auteurs du présent document sont convaincus de l'utilité des données et des conclusions qu'ils présentent. Le programme de développement soumis à la présente réunion n'est certainement pas le seul programme réalisable; dans certains domaines, il n'est même probablement pas le meilleur. Cependant, il doit assurer à la sous-région une croissance économique équilibrée et un relèvement considérable du niveau de vie. L'équilibre du développement revêt une importance particulière pour les pays en voie de développement, étant donné que les fonds d'investissement sont toujours insuffisants. Par conséquent, tout investissement non rationnel (c'est-à-dire tout investissement qui ne tiendrait pas compte de la demande ou des facteurs de production disponibles) se traduit par un ralentissement réel du développement économique, puisque ces ressources auraient pu être employées à des fins plus productives.

Développement industriel

3. Le développement industriel de l'Afrique de l'ouest doit être envisagé en fonction de l'effectif de la population et du revenu national. Même dans le plus grand pays de la sous-région, la Nigéria, la consommation de produits autres que les produits alimentaires et la consommation de services n'atteint pas 10 pour 100 de la consommation de ces produits et services en Suisse, l'un des plus petits pays d'Europe (dont la population ne représente en effet que 10 pour 100 de l'effectif de la population nigérienne, laquelle se chiffre à 50 millions d'habitants).

4. Par conséquent, un des plus grands obstacles à l'industrialisation rapide de l'Afrique de l'ouest est tout simplement le faible pouvoir d'achat des populations. Or, certaines industries ne sont rentables qu'à partir d'une capacité de production déterminée d'après des données techniques. Certes, il existe parfois des raisons valables (politiques, sociales ou autres) pour créer une entreprise industrielle non rentable, mais un programme complet d'industrialisation qui ne tiendrait pas compte de la rentabilité, entraînerait un pays à la faillite.

5. La conclusion de nombre des études approfondies étayant le programme de développement ici présenté est que la coopération économique à l'échelon sous-régional est soit absolument nécessaire soit hautement souhaitable.

Coopération sous-régionale

6. Il existe plusieurs formes de coopération économique au plan sous-régional dont chacune mérite plus ample examen. Toutefois, d'après la plupart des études sur les possibilités de réalisation, la forme de coopération la plus importante est celle qui permet à chaque pays d'écouler sa production industrielle sur les marchés des autres pays de la sous-région, sans qu'aucune barrière douanière ou autre obstacle ne viennent entraver les échanges.

7. Un marché sous-régional aurait sur les marchés nationaux les avantages suivants :

- a) Pour de nombreuses industries, la projection de la demande, même si elle porte sur les dix prochaines années, atteint un chiffre trop faible pour justifier la création d'une unité de production rentable, et cela est vrai pour tous les pays de la sous-région.
- b) Dans certains cas, la demande pourrait être suffisante dans un pays pour assurer la rentabilité d'une entreprise industrielle à condition que celle-ci ne produise qu'une gamme très étroite de types ou de dimensions d'articles. Par contre, si on créait deux entreprises, dans deux pays, elles seraient en mesure de se spécialiser suffisamment pour que leur production soit de meilleure qualité et elles pourraient écouler leur production sur les deux marchés; le consommateur bénéficierait ainsi de prix plus abordables et d'un choix plus grand.
- c) Il va de soi que les industries de semi-produits ou de biens d'équipement utilisés surtout par les industries des alinéas a) et b) ne peuvent être créées que si ces dernières sont elles-mêmes établies (ici encore, la production devrait avoir accès à un marché sous-régional).
- d) Certaines industries qui écouleront la totalité de leur production sur un seul marché auront besoin de matières premières qui pourraient être obtenues à un meilleur prix dans un autre pays de la sous-région.
- e) D'autres industries seraient, à long terme, rentables avec le seul marché national mais elles pourraient être créées beaucoup plus tôt si leur production avait accès à un marché plus large. Or, si elles étaient créées assez tôt, elles pourraient en arriver à exporter leur production vers d'autres sous-régions qui n'auraient pas encore réussi à créer un marché commun.

f) Enfin, il faut tenir compte de tous les avantages indirects que tirerait, de la création d'un marché commun, toute industrie purement locale (par exemple les fabriques de chaussures), grâce au relèvement du pouvoir d'achat du personnel des entreprises qui s'approvisionne ou vend sur le marché sous-régional.

8. Toutefois, quels que soient les avantages que présente, en théorie et en toute logique, un marché sous-régional, il appartient à chaque pays de déterminer si la suppression de ses barrières douanières et l'établissement d'une coopération économique au plan sous-régional seraient favorables à son progrès économique.

9. Une section du présent document contient une brève analyse de la situation qui existerait à la fin de la période envisagée dans chacun des quatorze pays de la sous-région si le programme de développement ici proposé était mis en oeuvre. Il est encourageant de noter que, dans chaque cas, le progrès économique serait considérable. A noter aussi que chaque pays a inscrit à son programme la création de l'une ou de l'autre industrie pour laquelle l'accès à un marché sous-régional serait indispensable ou, à tout le moins, profitable.

10. Outre la libre circulation des marchandises dans les limites de la sous-région, plusieurs autres formes de coopération économique seraient à établir en vue d'assurer l'exécution du programme de développement ici proposé. Il faudrait créer un organisme central de recherche et de planification économique et, ultérieurement, un organisme central habilité à agir au nom des Etats membres pour toute question liée aux programmes de développement nationaux. Par ailleurs, la sous-région aurait intérêt à créer une union sous-régionale de paiements et à conclure sans tarder un accord sur de nombreuses normes industrielles. Comme, en outre, l'Afrique de l'ouest est appelée à rester un des grands importateurs de matières premières, il faudrait mettre en place un organisme central chargé de coordonner la production et les prix de vente de certains produits. Quant à

savoir quel degré d'autorité ou quels pouvoirs il conviendrait de donner à ces organismes, c'est là décision d'ordre politique. Toutefois l'efficacité et le rôle des organismes sous-régionaux dépendront en fin de compte du désir de coopération de chaque pays et non pas de textes juridiques.

11. La section qui porte sur l'analyse de la situation dans chaque pays est suivie d'une section qui fournit des projections relatives aux diverses industries à créer dans la sous-région. Enfin, la dernière section du présent document traite des méthodes analytiques utilisées pour élaborer le programme de développement, et notamment des méthodes fondées sur les entrées-sorties et la programmation linéaire équilibrée.

II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE

12. Le développement industriel doit aller de pair avec le développement de l'agriculture et des services, et il va sans dire que tous les programmes doivent être conçus en fonction de la croissance démographique. La présente section contient les conclusions macro-économiques générales qui se dégagent de l'analyse.

13. Grâce aux entreprises dont la création est envisagée d'ici 1975, le taux de croissance escompté est de 14,2 pour 100 par an pour l'ensemble du secteur industriel. Il est plus élevé pour les pays pauvres (maximum prévu : 21,6 pour 100 pour le Niger) et un peu plus bas pour les pays qui, actuellement, sont relativement favorisés (voir tableau 2).

14. Certes, ces objectifs peuvent paraître ambitieux, mais même s'ils étaient atteints, le revenu moyen par habitant pour l'Afrique de l'ouest ne serait que de 131 dollars des Etats-Unis en 1975, contre 93 dollars en 1963, soit une augmentation insignifiante si on la compare aux perspectives d'augmentation, en chiffres absolus, du revenu dans les pays industrialisés.

15. Le programme de développement ici proposé appelle une planification minutieuse ainsi que des décisions soigneusement réfléchies, tant de la part des particuliers que du gouvernement. Les pays de la sous-région devront relever le taux de l'épargne intérieure (par voie d'impôts ou autres) qui, actuellement, se situe à 9,2 pour 100 pour le porter à 13,4 pour 100 au moins en 1975, et cela dans l'hypothèse où un tiers de la formation intérieure de capital fixe est financé par l'étranger.

16. L'analyse a porté sur toute la période de 1963 à 1980; l'année 1975 a ensuite été choisie comme année-repère type. La plupart des conclusions et données concernent 1963 et 1975. Pour 1963, on a ajusté certains chiffres afin d'obtenir une meilleure base de comparaison.

17. Les tableaux 1 et 2 fournissent des données statistiques détaillées sur le produit national brut par pays (recettes et dépenses) pour 1963 avec projections pour 1975. Les données relatives aux industries extractives et aux industries manufacturières ont été tirées des études approfondies effectuées sur les possibilités de réalisation. Quant aux autres données, elles proviennent de certaines études spéciales (par exemple les études de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture relatives à l'agriculture en Afrique de l'ouest), ou ont été calculées d'après le rapport qui doit normalement exister dans les comptes économiques, entre les principaux secteurs.

18. Le tableau 3 contient des renseignements détaillés sur la situation actuelle et future de la balance des paiements des pays de l'Afrique de l'ouest. En 1975, la sous-région devra toujours importer de grandes quantités de biens de consommation (notamment de produits alimentaires) et de biens d'équipement. En 1975, le déficit de la balance commerciale sera considérablement plus élevé qu'en 1963, mais c'est là une conséquence naturelle, d'une part d'un développement rapide fondé, dans une grande mesure, sur l'importation de l'équipement nécessaire et, d'autre part, du fait que l'investissement est toujours fait quelques années avant que la production ne vienne compenser les paiements en devises. En fait, le déficit de la balance commerciale ne disparaît qu'avec le ralentissement du développement économique. Toutefois, ce déficit est également dû au fait que, contrairement à l'industrie, l'agriculture se prête rarement à des plans de croissance accélérée, les agriculteurs hésitant à adopter des méthodes modernes de culture. En outre, le développement industriel a plus de prestige et les organismes officiels de planification lui accordent une plus grande attention.

19. On prévoit qu'en 1975 les échanges au sein de la sous-région seront très importants et que leur valeur atteindra environ 20 pour 100 de la valeur brute de la production industrielle totale. Si de cette

production totale on décompte la production des industries alimentaires, puisque depuis toujours celles-ci sont des industries "locales", la valeur des échanges au sein de la sous-région dépassera 50 pour 100 de la valeur de la production. Les échanges au sein de la sous-région ont été estimés d'après le rôle que sont appelées à remplir des industries conçues dans une optique sous-régionale plutôt que nationale.

20. Si l'on prévoit que les échanges de la sous-région avec le reste du monde continueront à accuser un déficit important en 1975, par contre les échanges avec les trois zones monétaires actuelles s'équilibreront grâce aux industries dont la création est prévue au programme de développement (on prévoit même que les échanges avec la zone franc se solderont par un léger excédent en 1975). Les balances commerciales (et en fait les niveaux nationaux d'industrialisation) peuvent, dans certaines limites, être améliorés si l'on change l'emplacement de certaines unités de production dont la rentabilité serait assurée dans n'importe laquelle des régions proposées.

21. Un des avantages du type d'analyse économique effectué dans le document est que, le programme de développement proposé étant loin d'être rigide, il peut, dans certaines limites naturellement, être modifié, qu'il s'agisse de l'emplacement ou de la capacité de production, en fonction des nécessités sociales et politiques.

22. Le secrétariat rédige actuellement une version révisée de ce programme selon laquelle les taux de croissance du Mali et du Sénégal en particulier pourraient être améliorés. Dans le cas de la Haute-Volta, l'économie ne pourra pas, même si elle progresse au taux très rapide prévu, atteindre l'objectif minimum fixé par le secrétariat, soit un montant par habitant de 70 dollars des Etats-Unis par an pour la consommation privée. Par conséquent, dans la version révisée du programme de développement, les perspectives de développement seront améliorées pour ces trois pays, sans qu'il soit nécessaire pour autant de réduire beaucoup les projections bien plus favorables établies pour 1975 pour certains pays.

23. Le succès d'un effort de développement équilibré se mesure au changement qui intervient dans le rapport entre, d'une part le pourcentage de population d'un pays dans la population totale de la sous-région et, d'autre part la contribution de ce pays à la valeur ajoutée par les industries manufacturières de la sous-région. Quand ce rapport est de un, on peut dire que le pays considéré a reçu la part qui lui revient de développement industriel. Naturellement, le rapport ne peut pas être toujours de un, étant donné que certains pays de la sous-région ont plus de ressources naturelles que d'autres ou qu'ils ont pris une avance. Toutefois, le programme de développement proposé par le secrétariat doit se traduire par une tendance générale des rapports vers l'unité, ce qui signifie une répartition plus "équitable", entre les quatorze pays, du développement industriel prévu d'ici 1975. Cette tendance est indiquée dans le graphique publié en annexe au présent document. (La répartition inégale des industries extractives dans un petit nombre de pays).

24. Le programme de développement élaboré pour l'Afrique de l'ouest implique d'ici 1975 un investissement total de quelque 3,7 milliards de dollars des Etats-Unis. On peut escompter que deux tiers environ de ce montant proviendront de sources sous-régionales et un tiers de sources étrangères. Pour le seul secteur secondaire, le montant de l'investissement d'ici 1975 est de 1,61 milliard de dollars, dont 50 pour 100 environ devront être financés par des fonds étrangers. Pour tous les pays, sauf trois, le rapport entre formation brute de capital fixe intérieur et produit national brut est raisonnable. Dans le cas de la Guinée, du Libéria et de la Mauritanie, les investissements très élevés requis pour le développement des industries extractives devront cependant être financés dans une large mesure par des fonds étrangers, ce qui explique le rapport élevé, pour ces pays, entre les investissements et le produit national brut.

25. Ainsi qu'il ressort du tableau 4, le programme de développement économique proposé pour l'Afrique de l'ouest est appelé à bouleverser les rapports entre les différents secteurs de l'économie. Citons un exemple : si, en chiffres absolus, la consommation privée est appelée à augmenter, par contre le pourcentage qu'elle représente dans la consommation totale diminuera, ce qui fait qu'une part plus grande des ressources pourra être affectée à la formation indispensable de capital fixe. Ou encore : le faible taux de croissance du secteur primaire de l'économie se traduira immédiatement par une régression de la contribution de ce secteur aux ressources totales.

26. Un des grands obstacles à la mise en oeuvre du programme de développement sera la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, question dont traite, en particulier, le document E/CN.14/INR/113. Toutefois, une analyse des besoins totaux en main-d'oeuvre fondés sur les besoins calculés par industrie nous donne à penser que la pénurie pourrait être plus grave encore qu'elle ne paraît à première vue. Ce problème sera étudié d'une manière plus approfondie dans un document révisé et élargi qui sera publié à une date ultérieure à l'intention des pays de l'Afrique de l'ouest.

27. Par sa nature même, tout programme de développement doit être considéré comme une chose "vivante" qui peut se transformer et grandir. Nous savons que le programme proposé était déjà dépassé au moment même où le document a été imprimé et que chaque pays proposera diverses améliorations. La présente réunion doit pouvoir aider le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et les pays de l'Afrique de l'ouest à résoudre ces problèmes, à prendre l'initiative de plans encore meilleurs et à commencer à prendre les mesures que requiert le développement économique.

28. Le programme proposé est étayé par de nombreuses analyses industrielles très approfondies. Cependant, la tâche n'est pas encore terminée. Un des objectifs de la réunion de Niamey consiste à mettre au point et à améliorer cette première version du programme de développement.

29. Le présent document fournit des données statistiques par industrie et par pays mais ne donne pas de projections des capacités de production par industrie et par pays. Le secrétariat publiera ces détails ainsi que la version définitive du programme de développement en décembre 1966. Par conséquent, la présente réunion pourra concentrer ses débats sur la politique à suivre et sur les questions de principe que soulève le programme de développement.

III. ANALYSES PAR PAYS

30. Les analyses par pays sont fondées sur des recommandations concrètes très détaillées présentées par un grand nombre d'experts industriels. Toutefois, le secrétariat a dû s'écarter de certaines d'entre elles et augmenter ou réduire, selon les cas, les capacités prévues afin d'assurer un certain équilibre entre les diverses industries. Cette opération sera terminée en novembre et les capacités proposées dans la présente étude (et parfois même les emplacements) devront peut-être être modifiées. Mais si le secrétariat prévoit la modification de certains chiffres, les avantages globaux prévus pour chaque pays resteront les mêmes, à quelques exceptions près.

31. Les analyses sont présentées ci-dessous dans l'ordre alphabétique des pays de la sous-région. La croissance économique de chaque pays fait plus particulièrement l'objet des tableaux 5 à 18 de l'annexe. Ces tableaux contiennent certains indicateurs économiques pour les industries manufacturières et extractives. Ils ne présentent aucune donnée relative à la production, aux importations, etc., des autres secteurs.

Dahomey

32. L'économie du Dahomey est restée presque stagnante (0,6 pour 100 de croissance par an) de 1960 à 1962, mais on prévoit un taux de croissance de 5,5 pour 100 par an de 1963 à 1975. Cette prévision est évidemment fondée sur le développement industriel envisagé, qui suivra un rythme de 19,1 pour 100 par an, pourcentage plus élevé que la moyenne de la sous-région et qui permettra au pays de rattraper son retard initial.

33. Si l'on considère les chiffres absolus de production, les principales industries seront celles des produits alimentaires du tabac et des boissons, qui produiront presque exclusivement pour le marché intérieur. Par contre, les autres grandes industries seront principalement orientées vers l'exportation à l'intérieur de la sous-région (l'industrie des textiles et du vêtement exportera 62 pour 100 de sa production et l'industrie

chimique 50 pour 100). Tandis que les industries mécaniques, qui seront relativement importantes, alimenteront le marché intérieur, l'industrie du pétrole, également importante, fournira essentiellement les marchés extérieurs à la sous-région.

34. Les principales industries envisagées utiliseront des matières premières locales (oléagineux, coton et produits alimentaires).

35. On trouvera au tableau 5 quelques indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Gambie

36. La Gambie est un des pays qui bénéficieront le plus d'une coopération sous-régionale. Son marché extrêmement limité n'offrirait guère de débouchés à une industrie capable d'entraîner le taux de croissance prévu pour la sous-région.

37. L'expansion prévue correspond à un taux de croissance de 6,5 pour 100 par an pour l'ensemble de l'économie (chiffre nettement supérieur à la moyenne sous-régionale de 5,8 pour 100), qui est symptomatique de l'essor rapide des industries manufacturières (18,1 pour 100 par an).

38. Tandis que les industries très importantes des produits alimentaires, des boissons et du tabac alimenteront principalement le marché local, l'industrie des textiles et du vêtement envisagée devra exporter 70 pour 100 environ de sa production vers le reste de la sous-région. Comme nous l'avons indiqué dans la section relative aux textiles, les échanges sous-régionaux se développeront considérablement et la Gambie importera de son côté une quantité de produits textiles correspondant à 20 pour 100 de la production de son industrie.

39. Les autres industries envisagées sont d'intérêt strictement local, à l'exception de l'industrie métallurgique, dont la moitié de la production sera consommée dans d'autres pays de la sous-région.

40. On trouvera au tableau 6 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Ghana

41. Le Ghana a déjà atteint un degré d'industrialisation élevé par rapport à d'autres pays de la sous-région. Les problèmes économiques auquel le pays a dû faire face dans les dernières années ont ralenti le taux de croissance (il est estimé à 3,9 pour 100 pour 1960-1965 contre plus de 5,6 pour 100 au cours des cinq années précédentes). Si le Ghana est actuellement écrasé de dettes à l'étranger, son épargne intérieure a été très importante et il se pourrait qu'elle suffise encore à fournir les ressources supplémentaires nécessaires à une industrialisation rapide. Le Ghana n'est pas particulièrement bien doté en ressources minérales immédiatement utilisables et sa principale industrie, l'extraction d'or, connaîtra un déclin inévitable du fait de l'épuisement des réserves. Aussi le Ghana devra-t-il non seulement trouver de nouvelles sources de revenu, mais encore remplacer celles qui vont lui faire défaut, en créant des industries. Le manque de ressources minérales exploitables influence défavorablement la balance commerciale du pays qui doit supporter la charge d'importations assez considérables de matières premières et de produits semi-finis. C'est en raison de ces charges supplémentaires que les taux de croissance de l'économie et de l'industrie sont au-dessous des moyennes sous-régionales. Toutefois, le Ghana pourrait soutenir un effort de développement aussi grand que les autres grands pays de la sous-région.

42. On prévoit pour l'ensemble de l'économie ghanéenne un taux de croissance moyen de 5,1 pour 100 par an au cours de la période 1963-1975. Cette période comprenant les années de croissance ralentie (1963-1966), le taux réel devra être beaucoup plus élevé entre 1967 et 1975. De même, la croissance industrielle est projetée au taux annuel de 10,8 pour 100 mais devra être beaucoup plus rapide entre 1967 et 1975.

43. Quelques industries importantes seront créées d'ici 1975. Du point de vue de la valeur de la production, les industries les plus importantes seront celles des produits alimentaires, des boissons et des tabacs (un peu moins de 25 pour 100 de la production totale), qui alimenteront le marché intérieur. Elles seront suivies par :

	<u>Pourcentage de la production brute en 1975</u>
Industries mécaniques et électriques	14
Industries chimiques (y compris le caoutchouc et les produits pétroliers)	13
Métaux non ferreux et métallurgie	13
Industries forestières	10
Industries extractives	10
	<hr/> 60

44. Les industries des métaux non ferreux, des produits forestiers et des produits miniers travailleront pour l'exportation et écouleront plus de 50 pour 100 de leur production brute à l'extérieur de la sous-région. Toutefois, elles vendront 12 pour 100 de leur production aux autres pays de la sous-région.

45. Les industries chimiques seront davantage orientées vers le marché intérieur, surtout en ce qui concerne la production de la raffinerie de pétrole. Plus de 25 pour 100 des autres produits de l'industrie chimique seront exportés vers le reste de la sous-région.

46. On trouvera au tableau 7 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Guinée

47. On prévoit que l'économie de la Guinée se développera à un taux composé de 7,5 pour 100 par an et ses industries à un taux de 17,6 pour 100, chiffres nettement supérieurs aux moyennes sous-régionales. Cette différence est due essentiellement aux industries minières et à l'industrie des métaux non ferreux (aluminium) qui assureront plus de 38 pour 100 de la production industrielle brute en 1975.

48. Afin d'éviter les conséquences nuisibles et les dangers d'un développement unilatéral, on a envisagé la création de plusieurs autres industries en Guinée. Outre les industries des produits alimentaires, des

boissons et du tabac destinées à alimenter le marché intérieur, on prévoit l'implantation d'importantes industries textiles, chimiques, mécaniques et électriques. Elles seront appelées à satisfaire la demande sous-régionale plutôt que la demande locale : leur production représentera 22 pour 100 de l'ensemble de la production industrielle de la Guinée, et 50 pour 100 environ en seront exportés vers les autres pays de la sous-région.

49. Dans le secteur de l'industrie des métaux non ferreux, la fabrication d'alumine connaîtra un essor considérable : l'objectif visé est la transformation en alumine des deux tiers de la production de bauxite et de la fabrication de 240.000 tonnes d'aluminium. La création d'une usine de laminage dépendra de l'existence de débouchés à l'échelon sous-régional.

50. On trouvera au tableau 8 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Côte-d'Ivoire

51. La Côte-d'Ivoire est un pays en plein essor qui, au début des années 1960 a connu un taux de croissance spectaculaire d'environ 10 pour 100 par an. Cette réalisation a été possible du fait du point de départ relativement bas, mais on ne peut escompter le maintien de ce taux de croissance sur une longue période, d'autant que le pays n'a que peu de ressources naturelles et manque de minéraux.

52. On prévoit que l'économie de la Côte-d'Ivoire conservera un taux de croissance global de 6,3 pour 100 par an et que celui de l'industrie atteindra 15,3 pour 100. Ces chiffres sont plus élevés que les moyennes sous-régionales. Le pouvoir d'achat par habitant était déjà 140 dollars en 1963 (chiffre qui n'est dépassé que par le Ghana et le Sénégal) et en 1975, il sera de 206 dollars par habitant, soit une augmentation de 3,2 pour 100 par an. Si ce pouvoir d'achat (c'est-à-dire ce revenu) est équitablement réparti parmi la population, la Côte-d'Ivoire sera l'un des pays les plus prospères du continent.

53. Comme dans les autres pays d'Afrique de l'ouest, ce sont les industries alimentaires qui apportent la contribution la plus importante à l'économie de la Côte-d'Ivoire : sa production représentera 28 pour 100 de la production industrielle en 1975. Ces industries, principalement orientées vers le marché intérieur (20 pour 100 seulement de la production seront exportés hors d'Afrique), sont suivies, par ordre d'importance, par celles que nous indiquons ci-dessous, dont certaines n'existaient pas en 1963 :

	<u>Pourcentage de la production brute de 1975</u>
Industries chimiques (y compris la raffinerie de pétrole)	22
Industries forestières	13
Industries mécaniques et électriques	12
Industries textiles et du vêtement	<u>8</u>
	55

54. Toutes ces industries ont fortement besoin des débouchés du marché sous-régional, où elles écouleront plus de 30 pour 100 de leur production et, en outre, 12 pour 100 seront exportés à l'extérieur de la sous-région (principalement les produits de l'industrie du bois et des meubles). Les industries chimiques à elles seules exporteront 40 pour 100 de leur production vers les autres pays de la sous-région.

55. La Côte-d'Ivoire aura la responsabilité de projets d'importance sous-régionale, notamment dans le domaine des industries chimiques : une usine de polyéthylène à haute pression (30.000 tonnes par an) et une fabrique de rayonne viscosé qui alimenteront l'ensemble du marché sous-régional, à l'exception de la Nigéria.

56. En règle générale, dans le cadre sous-régional, c'est à la Côte-d'Ivoire que reviendront les fabrications les plus complexes. Cette répartition est fondée sur l'état actuel du développement économique et sur une situation favorable du point de vue de la main-d'oeuvre.

57. On trouvera au tableau 9 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Libéria

58. Grâce à ses ressources intérieures^{1/}, le Libéria a connu dans les dernières années un développement économique rapide (le taux de croissance de l'ensemble de l'économie atteignait 8,7 pour 100 par an au début des années 1960). On estime que ce rythme de développement peut parfaitement être maintenu, notamment grâce à l'usine sidérurgique intégrée dont la création est envisagée^{2/}. Une usine sidérurgique constitue manifestement un pôle d'attraction pour un grand nombre d'industries.

59. On prévoit pour l'économie un taux de croissance composé de 8,1 pour 100 par an (le plus élevé de la sous-région) et pour les industries (extractives et manufacturières) un taux de 15,0 pour 100 (également supérieur à la moyenne sous-régionale). Bien que ce taux de croissance paraisse séduisant, il représente des charges exceptionnellement lourdes pour l'économie. Les besoins en formation de capital atteindront près de 50 pour 100 du produit intérieur brut, d'où nécessité de faire largement appel à des investissements étrangers. Heureusement, il ressort des projections économiques que la balance commerciale du Libéria sera largement excédentaire (grâce aux exportations de minerai de fer), ce qui facilitera le financement en devises. Bien que les perspectives soient très encourageantes et que les conditions soient favorables à une économie saine, le Gouvernement devra veiller au risque d'inflation. Cependant, le plan économique prévoit un taux de croissance rapide de la production de biens de consommation de sorte que la poussée inflationniste ne devrait pas être aggravée par une insuffisance des approvisionnements. (Suivant le plan de développement, la consommation privée par habitant peut augmenter au rythme très rapide de 5,1 pour 100 par an).

^{1/} Acquises (plantations de caoutchouc) et naturelles (minerai de fer).

^{2/} Pour des raisons techniques et économiques, Buchanan s'avère pour cette usine l'emplacement le plus favorable dans la sous-région.

60. Les échanges du Liberia au sein de la sous-région sont pratiquement équilibrés et les dangers de complications d'ordre monétaire (provenant de la diversité des systèmes monétaires au sein de la sous-région) peuvent être évités et ne doivent pas être considérés comme un obstacle à la coopération.
61. Outre les industries extractives (40 pour 100 de la production industrielle, presque entièrement exportés à l'extérieur de la sous-région) et les industries alimentaires (produisant pour le marché intérieur), les principales industries du Liberia seront la sidérurgie et les industries mécaniques et électriques (20 pour 100 de la production industrielle), qui exporteront hors de la sous-région jusqu'à 70 pour 100 de leur production. Ces industries ne pourraient pas survivre sans écouler leur production sur le marché sous-régional et, inversement, elles ne pourraient être implantées dans les autres pays d'Afrique de l'ouest les conditions étant beaucoup moins favorables.
62. Les industries proposées n'exigent pas beaucoup de main-d'oeuvre et les ressources limitées du pays à cet égard devraient suffire à leurs besoins sans que s'en trouvent compromises d'importantes activités agricoles comme la culture du caoutchouc, qui sont notoirement exigeantes en main-d'oeuvre.
63. On trouvera au tableau 10 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Mali

64. En 1963, le Mali était un des pays les plus pauvres de la sous-région. Il ne possède pas de littoral, ses ressources naturelles sont limitées et ses importations comme ses exportations sont grevées de frais de transport élevés. En dépit de ces handicaps, le Mali est parvenu à maintenir un taux de croissance raisonnable (estimé à 3,4 pour 100 par an au début des années 1960).

65. Le taux de croissance industrielle prévu au plan de développement actuel est parmi les plus élevés de la sous-région (18,5 pour 100 par an). Mais le taux de croissance global est de 4,7 pour 100, chiffre nettement inférieur à la moyenne sous-régionale (5,8 pour 100) et considéré comme insuffisant. Bien que le taux de croissance de la consommation privée demeure relativement faible (1,6 pour 100 par habitant) la part de l'épargne intérieure dans la formation de capital nécessaire ne représenterait que 55 pour 100.
66. Le Mali devra rechercher des débouchés sous-régionaux pour plusieurs de ses industries, notamment les industries des textiles, du vêtement, de la chaussure et du cuir. Ces industries sont particulièrement propres à faciliter le développement du Mali étant donné l'importance des ressources en coton et en bétail. En 1975, ces industries représenteront 30 pour 100 de la production industrielle, dont 60 pour 100 seront exportées hors de la sous-région. Les autres industries seront principalement orientées vers le marché intérieur ou vers celui des pays voisins (Sénégal, Haute-Volta, Niger, Ghana et Côte-d'Ivoire) et seront essentiellement destinées à fournir des produits de **remplacement des importations**.
67. L'un des inconvénients de l'absence de littoral peut devenir un avantage dans le cadre de la coopération sous-régionale. Les industries situées au Mali bénéficieront de la protection naturelle du coût des transports grevant les marchandises provenant de l'extérieur (et les frais de transport ne diminueront que lentement au fur et à mesure de l'amélioration des communications). Ainsi, si les marchés des pays voisins sont ouverts au Mali, celui-ci pourra fournir un grand nombre de produits dans des conditions au moins aussi rentables que si ces pays les faisaient venir de points aussi éloignés de leurs propres territoires ou de l'extérieur.
68. On trouvera au tableau 11 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Mauritanie

69. La Mauritanie a la chance de posséder d'importantes ressources minérales (minerai de fer et de cuivre). Les gisements de fer sont déjà exploités industriellement, mais il n'en est pas de même du cuivre.

Vers 1960 et dans les années suivantes, la Mauritanie a connu, grâce au minerai de fer, un taux de croissance exceptionnellement élevé de 12,4 pour 100 par an.

70. Avec une industrie plus diversifiée et une base économique élargie, le taux de croissance économique de la Mauritanie atteindra probablement 6,5 pour 100 par an environ, et le taux de croissance industrielle 20,1 pour 100 (le deuxième par ordre d'importance dans l'ensemble de la sous-région). La consommation privée augmentera au rythme de 5,2 pour 100 par an (le taux le plus élevé de la sous-région), le revenu par habitant se situant au niveau relativement satisfaisant de 175 dollars en 1975 contre 96 dollars en 1963.

71. Le plan de développement prévoit une diversification raisonnable de l'industrie. Néanmoins, même en 1975, l'économie restera fortement axée sur l'extraction minière et la métallurgie (du cuivre) et sur les industries mécaniques et électriques assurant une transformation plus poussée du cuivre (fabrication de fils et de câbles isolés, etc.). Ces activités représenteront 74 pour 100 de la production brute des industries et plus de 50 pour 100 de ces produits seront exportés (77 pour 100 hors d'Afrique et 23 pour 100 vers le reste de la sous-région).

72. Environ 75 pour 100 du minerai de cuivre extrait (15.000 sur les 20.000 tonnes par an prévues pour 1975) seront transformés en Mauritanie et le pays pourra satisfaire intégralement la demande sous-régionale de produits de très divers types. Cependant, pour éviter le danger d'épuisement rapide, on devra limiter l'extraction à 20.000 tonnes par an et il se pourrait que les sociétés de cuivre internationales trouvent ce chiffre trop bas.

73. La Mauritanie est probablement le seul pays d'Afrique de l'ouest qui puisse produire du gypse (utilisé pour la fabrication de ciment) et elle est capable de satisfaire intégralement la demande de la sous-région dans ce domaine.

74. On trouvera au tableau 12 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Niger

75. On prévoit que l'économie du Niger, sous réserve de la coopération voulue à l'échelon sous-régional, connaîtra un taux de croissance de 5,7 pour 100 par an, correspondant à peu près à la moyenne sous-régionale. Le taux d'expansion industrielle sera le plus élevé de la sous-région (21,6 pour 100), en partie du fait que le point de départ était extrêmement bas. Le pays en retirera des avantages considérables, une augmentation de 4 pour 100 par an étant prévue pour la consommation privée qui atteindrait 86 dollars par habitant en 1975. Ce chiffre est à peine inférieur à la moyenne sous-régionale alors qu'en 1963, le Niger partageait avec la Guinée le taux le plus bas de consommation par habitant.

76. A l'exception des industries alimentaires, toutes les industries du Niger devront faire largement appel aux marchés sous-régionaux. La principale sera l'industrie des textiles et du vêtement (35 pour 100 environ de la production) qui utilisera du coton produit sur place. Elle exportera 84 pour 100 de sa production, presque exclusivement vers les autres pays de la sous-région.

77. Le Niger possèdera également une industrie mécanique et électrique de faible envergure qui exportera un tiers de sa production dans la sous-région. Les autres industries seront orientées vers le marché intérieur.

78. On trouvera au tableau 13 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Nigéria

79. On prévoit que l'économie de la Nigeria se développera à un taux composé de 5,8 pour 100 par an (exactement la moyenne sous-régionale) et son industrie à un taux de 14,8 pour 100, légèrement supérieur à celui de l'ensemble de la sous-région.

80. La Nigéria étant le pays le plus vaste de la sous-région (environ 60 pour 100 de la population en 1975), il représente à lui seul un marché important et semblerait donc devoir bénéficier moins que d'autres d'une coopération sous-régionale. Toutefois, même si la Nigéria peut développer ses industries sans débouchés supplémentaires dans le reste de la sous-région, l'expansion sera plus rapide dans le cadre de la coopération. En 1975, la Nigeria comptera pour 25 pour 100 dans l'ensemble des échanges de la sous-région (importations et exportations) et sera le principal acheteur (plus de 50 pour 100) de tous les biens manufacturés échangés au sein de la sous-région.

81. Le secteur industriel de la Nigeria sera, naturellement, le plus diversifié et le plus autonome; cependant, il est tout aussi important pour elle que pour les autres pays de coopérer avec le reste de la sous-région.

82. La production la plus importante en valeur sera celle des industries alimentaires, chimiques et mécaniques et électriques. Néanmoins, presque toutes les autres industries seront représentées, en proportion de la demande. Les quelques exceptions s'expliqueront par l'absence de ressources naturelles.

83. On trouvera au tableau 14 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Sénégal

84. Le Sénégal est le pays le plus industrialisé de la sous-région. Dans les premières années 1960, il a connu une période de développement lent (3 pour 100 par an), mais rien ne laisse prévoir qu'il en sera de même à l'avenir.

85. Aux propositions présentées dans l'étude correspondrait un taux de croissance de 4,7 pour 100 par an, tandis que le secteur industriel connaîtra un taux d'expansion de 12,4 pour 100. Ces chiffres préliminaires sont manifestement trop bas et ils pourraient sans doute être améliorés grâce à une révision du plan de développement. En multipliant les projets ou en exécutant plus vite ou à une date plus proche les projets déjà envisagés, on contribuerait à relever la situation économique du pays. Le Sénégal pourrait notamment posséder un plus grand nombre d'industries mécaniques et électriques plus complexes que ne le prévoient les plans. Il a déjà acquis une certaine expérience et une certaine compétence dans le domaine de l'industrie et une étude plus poussée devra permettre de déterminer les moyens de les mettre à profit.

86. La plupart des industries déjà en projet et, dans une plus large mesure encore, celles qui pourraient être envisagées, seront tributaires des marchés sous-régionaux.

87. On verra au tableau 15 les indicateurs économiques spécifiques pour 1963 et 1975 en ce qui concerne le Sénégal.

Sierra Leone

88. Le Sierra Leone est l'un des pays de la sous-région dont la croissance économique sera la plus rapide : le taux annuel prévu est de 6,9 pour 100. Pourtant les industries extractives ayant déjà atteint un taux de production élevé qui vraisemblablement ne croîtra guère en raison de l'épuisement des gisements, le taux de croissance du secteur industriel n'est pas aussi élevé que dans d'autres pays. Les industries manufacturières, à l'exclusion des industries extractives, assureront un taux de croissance de 13 pour 100.

89. A l'exception des industries extractives, dont la production sera presque entièrement exportée hors d'Afrique, toutes les industries (sauf les industries alimentaires) exporteront presque 35 pour 100 de leur production exclusivement vers le reste de la sous-région. Comme dans d'autres pays, plusieurs industries, notamment les industries mécaniques et électriques et sidérurgiques, seront très largement tributaires des marchés sous-régionaux.

90. On trouvera au tableau 16 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Togo

91. On prévoit que l'économie togolaise croîtra à peu près au même rythme que celle de l'ensemble de la sous-région, soit à un taux de 5,9 pour 100 par an. Le taux de croissance industrielle sera de 15,7 pour 100 par an.

92. L'essentiel des activités industrielles sera constitué par l'extraction de phosphate, la fabrication d'engrais phosphorés, les textiles et les vêtements, sans parler des industries alimentaires. Toutes ces industries, sauf les dernières, devront rechercher des débouchés dans la sous-région et au-delà.

93. On envisage actuellement la fabrication d'engrais phosphorés (en coopération avec le Sénégal et le Mali). Une étude permettra de déterminer s'il serait rentable de profiter des économies de transport qu'on pourrait réaliser en exportant du superphosphate triple au lieu de phosphate brut.

94. On trouvera au tableau 17 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

Haute-Volta

95. Dans les années qui ont suivi 1960, la Haute-Volta était le pays le plus pauvre de la sous-région. Il n'a pas d'accès à la mer, est peu favorisé par la nature et, déjà surpeuplé, a un taux de croissance démographique élevé. Grâce à une aide étrangère relativement importante, la Haute-Volta a pu atteindre un taux de croissance de 4 à 5 pour 100 par an dans les premières années 1960. Cette croissance a permis d'améliorer la situation économique de la population (la consommation par habitant a augmenté d'environ 1,4 pour 100 par an). Mais l'aide étrangère n'a pas seulement été utilisée pour des dépenses en capital : elle a également été employée pour les dépenses courantes de consommation, ce qui n'est guère prometteur pour la croissance future.

96. Bien qu'on se soit efforcé de réserver à la Haute-Volta le plus grand nombre possible d'industries, les résultats prévus sont peu satisfaisants. Le taux de croissance global est de 6,2 pour 100 par an, le taux de croissance industrielle de 17,3 pour 100 et la consommation par habitant augmentera de 3,7 pour 100 par an. En dépit de ces taux élevés, le pouvoir d'achat par habitant restera en 1975 le plus faible de la sous-région (62 dollars) et le pays devra encore faire appel à l'aide extérieure, non seulement pour les investissements, mais aussi pour les dépenses courantes. On ne peut compter sur une épargne intérieure, même en 1975.

97. Tels sont les résultats d'une analyse préliminaire, mais il serait peut-être possible, après une étude plus poussée, d'attribuer des capacités supplémentaires à la Haute-Volta. Néanmoins, il faudra sans aucun doute compter 10 ou 15 ans encore avant que le pays puisse se passer de dons importants de l'étranger. Cette forme d'assistance sera la seule qui lui permettra d'assurer le développement exceptionnellement rapide nécessaire pour relever le niveau très bas du revenu par habitant.

98. Les industries suivantes sont proposées :

- a) Extraction du minerai de manganèse (exporté hors d'Afrique).
- b) Industrie des textiles et du vêtement (58 pour 100 de la production exportés vers le reste de la sous-région).
- c) Industries alimentaires (20 pour 100 de la production exportés vers le reste de la sous-région).

99. On trouvera au tableau 18 certains indicateurs économiques pour 1963 et 1975.

IV. ANALYSES PAR BRANCHE D'ACTIVITE INDUSTRIELLE

100. Ce chapitre contient une brève description des principales industries projetées pour l'Afrique de l'ouest en 1975. Des tableaux distincts, donnés en annexe (tableaux 19 à 45), présentent pour chaque industrie les renseignements particuliers à la sous-région pour 1963 et 1975.

101. Ces tableaux ont été établis à prix constants, aux niveaux de 1960; cependant, les traitements et salaires ont été projetés selon une courbe ascendante conforme à l'augmentation escomptée du revenu des consommateurs. Bien que les niveaux de ces traitements et salaires présentent actuellement une grande diversité dans la sous-région, on espère que la mise en oeuvre de politiques cohérentes se traduira d'ici à 1970 ou 1975 par un meilleur équilibre dans ce domaine. Les niveaux de salaire pratiqués pour l'instant dans certains pays ne sont pas justifiés par la productivité de la main-d'oeuvre. Le futur développement industriel de ces pays risque d'être gravement compromis par le défaut d'une relation appropriée entre les salaires et la productivité.

102. Il est assez facile de distinguer entre les industries qui ont besoin d'une coopération économique à l'échelle sous-régionale et celles qui pourraient prospérer en l'absence d'une telle coopération; toute description d'industrie le mentionne. Il est beaucoup plus délicat, faute de disposer encore des résultats de l'analyse économétrique qui doit être effectuée par une calculatrice électronique, d'estimer la rapidité d'expansion de l'économie ouest-africaine dans l'hypothèse de cette coopération d'une part, et de l'absence de celle-ci d'autre part.

103. Comme il a été indiqué précédemment, plus de 50 pour 100 de la production non alimentaire brute de l'Afrique de l'ouest franchiront des frontières nationales. Une première approximation quantitative des avantages d'une coopération économique à l'échelle sous-régionale est donnée ci-après :

<u>Types d'industries</u>	<u>Indice de la production brute en 1975</u>	
	<u>dans l'hypothèse d'une coopération</u>	<u>en l'absence de coopération</u>
Industries orientées vers l'exportation	23	20
Industries orientées vers le marché sous- régional	29	-
Industries orientées vers leur marché national respectif	48	36
Totaux	<u>100</u>	<u>56</u>
Taux annuel d'expansion, toutes industries (pour 100)	14,2	9,1
Taux annuel d'expansion des industries autres que celles orientées vers l'exportation (pour 100)	11,4	5,0

Industries extractives (E/CN.14/INR/128, E/CN.14/INR/137, E/CN.14/INR/138)

104. Les industries extractives viennent au second rang des activités productrices de devises étrangères de la sous-région^{1/}, mais, eu égard au rapide développement industriel escompté, il convient de ne pas négliger les industries extractives orientées vers le marché national.

105. Du point de vue de l'économie africaine, il importe d'atteindre autant que possible les deux buts suivants :

^{1/} La seule autre activité qui soit plus importante à cet égard est l'exportation des produits agricoles (cacao, café, caoutchouc et oléagineux).

- a) alimenter le marché mondial dans une proportion correspondant à celle des ressources disponibles, et
- b) assurer de manière aussi poussée que possible la transformation, ou du moins l'enrichissement des minerais.

106. Les possibilités ont été étudiées, et les perspectives de développement sont bonnes dans l'ensemble. Toutefois, la mise en valeur de certaines ressources minérales importantes ne sera guère aisée en raison des différences de rentabilité qui existent entre les industries extractives selon les régions du monde; dans le cas de la bauxite par exemple, tous les capitaux actuellement disponibles tendent à se porter vers l'Australie où l'exploitation des gisements permet de plus gros profits qu'en Afrique de l'ouest. Il faudra peut-être un effort financier de l'ensemble de la sous-région pour obtenir des résultats plus concluants de quelque importance.

107. Fait exception la mise en valeur des ressources de la Mauritanie en cuivre. Ces ressources, assez limitées, n'offrent aux capitaux étrangers que des possibilités d'investissement modestes et, par comparaison avec celles qu'on trouve en Zambie ou au Chili, fort peu attrayantes. D'ici à 1975, plus de la moitié de ce cuivre pourrait et devrait être consommée dans la sous-région; le reste trouvera toujours acquéreur sur le marché international. Par conséquent, si l'exploitation des gisements mauritaniens n'est pas très prochainement entreprise par des investisseurs étrangers, elle devrait l'être par une société composée d'intérêts sous-régionaux.

108. Comme chaque fois qu'on traite des questions minières, il convient d'insister sur la nécessité d'une prospection géologique plus poussée, même à propos de minéraux sans prestige, mais dont le besoin se fait durement sentir, tels que le soufre (pyrites), la pierre à chaux, le sable quartzux, le sable et le gravier à béton, etc.

109. Parmi les activités nouvelles importantes, il y a lieu de mentionner l'exploitation de gisements d'ilménite en Côte-d'Ivoire (y compris

un projet pour une usine de préparation de TiO_2 , d'une capacité annuelle de 25.000 tonnes) et, en Mauritanie, celle de dépôts de gypse qui pourront alimenter toutes les cimenteries de la sous-région (voir tableau 19).

Industries alimentaires (E/CN.14/INR/122, Add.1 et Add.2)

110. Les industries alimentaires ont un rôle particulièrement important dans une économie en voie de développement, car leurs produits permettent à la fois de libérer la ménagère en abrégant les préparatifs culinaires et d'améliorer le régime alimentaire. Elles sont aussi grandes utilisatrices de matières premières, compétences, capitaux et cadres locaux. A l'ordinaire, ces industries n'exigent pas de très gros investissements par établissement et ont rarement besoin de plus d'un marché local.

111. Toutefois, pour augmenter la production comme prévu, il faudra un investissement total considérable : plus de un milliard de dollars des Etats-Unis devront y être investis au cours des 15 prochaines années, et il faudra que ces capitaux soient pour la plupart d'origine locale. Le développement et la bonne organisation des établissements de financement et d'investissement dans la sous-région seront donc profitables aux industries en cause. L'entreprise industrielle locale, capable de faire des avances en numéraire sur la valeur à la vente des récoltes sur pied, fera merveille pour le développement agricole. Il est vrai que les organismes financiers appropriés peuvent se développer uniquement à l'intérieur des frontières nationales, mais il n'est pas douteux que leur essor ne soit encore plus rapide et plus vigoureux si les politiques monétaires et fiscales ouest-africaines leur permettent d'opérer sur une base multinationale (voir tableau 20).

Sucre et confiserie (E/CN.14/INR/135)

112. La canne à sucre peut être cultivée dans des conditions très favorables dans la quasi-totalité des pays de la sous-région. D'autre part, l'industrie du sucre peut être décomposée en unités suffisamment

petites pour que leur production soit absorbée par les marchés nationaux, voire locaux.

113. La demande de sucre a augmenté rapidement au cours des dernières années. Cette tendance va s'accroître encore avec l'augmentation du revenu par habitant dans toute la sous-région, et l'accès de nouvelles couches des populations au secteur monétaire.

114. Dans ces conditions, l'industrie du sucre est assurée d'un brillant avenir dans tous les pays où la canne peut être cultivée. La capacité économique minimale des unités de production étant dès maintenant dépassée dans tous les pays de la sous-région, par la valeur de la consommation, le volume des échanges dans le cadre sous-régional sera faible, sinon nul (exception faite des exportations vers le Libéria, seul pays non producteur).

115. L'industrie du sucre devrait donc pouvoir se développer indépendamment de l'existence d'une coopération économique entre les Etats de l'Afrique de l'ouest, mais la coopération ne pourra que favoriser le développement ou la création d'unités de production plus importantes aux emplacements les plus favorables, permettant ainsi de réaliser d'appréciables économies de dimension (voir tableau 21).

Tabac (E/CN.14/INR/114)

116. L'Afrique fournit actuellement 12 pour 100 de la production mondiale de tabac et 15 pour 100 des exportations mondiales. La plupart des pays de l'Afrique de l'ouest cultivent du tabac, mais les principaux pays producteurs sont la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Dahomey et la Guinée. Les rendements obtenus dans certains pays de l'Afrique de l'ouest laissent à penser qu'il serait bon de prévoir des investissements plus importants en engrais ainsi que l'amélioration des méthodes de culture.

117. Traditionnellement, l'industrie du tabac est limitée à un petit nombre de pays, et sur le plan sous-régional le commerce de ces produits est très important. On compte qu'en 1975 la production de

tabacs bruts et tabacs manufacturés aura triplé et que le commerce sous-régional aura quintuplé. Les investissements requis sont assez minimes et la plupart des pays devraient être en mesure d'implanter une industrie du tabac. Son rapport valeur-poids étant élevé, le tabac est un produit facilement exportable et vu la diversité des goûts des consommateurs, les approvisionnements continueront d'être très variés (achats à plusieurs pays et non aux seuls fabricants locaux) (voir tableau 22).

Textiles et vêtements (E/CN.14/INR/129)

118. L'industrie textile est l'une des plus importantes industries de l'Afrique de l'ouest. Elle fournit plus d'emplois que toutes les autres, à l'exception des industries extractives, des industries alimentaires et des industries mécaniques et électriques. En dépit de son importance, l'industrie textile de l'Afrique de l'ouest ne peut satisfaire que 13 pour 100 de la demande totale, et la plus grande partie de la production (environ 30 pour 100) provient du tissage artisanal à main traditionnel.

119. L'Afrique de l'ouest produit plus de 70.000 tonnes de fibres de coton dont elle exporte la plus grande partie. Techniquement, il n'existe pas d'obstacle majeur à l'accroissement rapide de la capacité de production car les compétences, les matières premières et la demande - très importante et actuellement en grande partie satisfaite par les importations - existent déjà. Plus de 50 pour 100 des dépenses en devises actuelles pourraient être économisés si tous les textiles nécessaires pouvaient être produits à l'intérieur de la sous-région.

120. Le programme de développement proposé par le secrétariat prévoit un rapide accroissement de la capacité textile afin qu'en 1975 la production intérieure puisse satisfaire 84 pour 100 de la consommation locale.

121. La coopération sous-régionale est impérative pour cette industrie où existent plusieurs milliers de produits finis différents. Par exemple, l'industrie textile indienne produit plus de 60.000 variétés de tissus. La commercialisation à l'échelon sous-régional est indispensable si l'on veut mettre à la disposition des consommateurs un choix d'articles valable.

122. De même, la capacité minimum pour qu'une usine textile soit rentable est telle que seuls quelques pays ont les moyens de les implanter. Les ateliers spécialisés et de finissage peuvent être très petits, mais la fabrication de tissus à partir des filés exige de grandes usines à fort rendement. (Voir tableaux 23 et 24).

Chaussure et cuir (E/CN.14/INR/140)

123. L'industrie de la chaussure locale peut maintenant faire face à 60 pour 100 de la demande, alors qu'il y a seulement cinq ans, 80 pour 100 des besoins étaient satisfaits par des importations en provenance d'Europe. Il s'agit donc d'une industrie en expansion, qui devrait continuer de se développer avec l'augmentation du revenu et l'accès d'un grand nombre d'habitants de la sous-région au secteur monétaire. La sous-région produit d'importantes quantités de cuirs et peaux (pour l'exportation), mais généralement les procédés de tannage et la qualité des peaux ne permettent pas d'obtenir les meilleurs cuirs. C'est la raison pour laquelle l'Afrique de l'ouest continuera, selon toute vraisemblance, d'importer des chaussures "mode" et des chaussures et articles en cuir de bonne qualité, tout en exportant des cuirs. Pour la sous-région, on envisage principalement la fabrication de chaussures en caoutchouc, tissu en matières plastiques qui se vendent facilement en raison de la modicité de leur prix.

124. Même les petites fabriques de chaussures peuvent avoir un rendement suffisant -- environ 600.000 paires de chaussures par an -- mais on doit prévoir une capacité plus large pour la fabrication d'une sélection complète des différents modèles de chaussures. La plupart

des fabriques dont la création est envisagée dans la sous-région sont suffisamment importantes pour la production rentable de plusieurs modèles. Cependant, pendant les premières années alors que la demande totale est encore faible, il serait plus rentable pour chaque fabrique de se spécialiser dans quelques modèles et exporter en direction de quelques pays voisins. L'industrie du tannage exige une plus forte concentration des entreprises et des investissements plus importants que l'industrie de la chaussure, spécialement s'il faut améliorer la qualité des cuirs apprêtés. Les tanneries doivent être situées dans les zones d'élevage de bétail d'où il découle que l'industrie du tannage se trouvera localisée dans des secteurs de la sous-région qui présentent moins d'avantages pour d'autres industries. La plus grande partie des articles en cuirs tannés devra être exportée vers les autres pays de la sous-région (voir tableau 25).

Industrie du bois, y compris l'industrie du meuble (E/CN.14/INR/108)
(E/CN.14/INR/120)

125. Le bois d'oeuvre a été pendant bien des années le produit d'exportation traditionnel de pays tels que le Ghana et la Nigéria. L'avenir de cette industrie ne semble pas brillant et il pose même de sérieux problèmes. A l'époque coloniale, l'exploitation des ressources forestières ne tenait compte ni des facteurs économiques ni des besoins à venir. Les ressources forestières du Ghana et de la Nigeria ont ainsi été presque complètement anéanties et il faudra beaucoup de temps et de capitaux pour les restaurer et rétablir la situation. La position de la Côte-d'Ivoire et d'autres petits producteurs est sensiblement meilleure, et l'on peut y envisager le développement de l'exploitation forestière pourvu qu'elle soit rationnelle.

126. Les projets relatifs à cette industrie tiennent compte des objectifs suivants :

- a) conservation et récupération permanente des ressources;
- b) réduction des exportations de bois d'oeuvre;

- o) réalisation du plus haut degré de transformation;
- d) importation d'espèces de bois peu coûteuses qui conviennent souvent mieux à l'emploi local pour remplacer (chaque fois que cela est possible) les bois précieux locaux.

127. Le programme de développement porte principalement sur l'expansion de scieries modernes, spécialement en ce qui concerne les placages et les contre-plaqués; la fabrication de panneaux de particules, de fibres et autres; et sur la plus rentable des industries : la fabrication et l'exportation de meubles (non assemblés) où l'élément valeur ajoutée est le plus élevé.

128. Il va donc falloir transformer, moderniser et développer beaucoup ces industries, (voir tableaux 26 et 27).

Papier et produits manufacturés en papier (E/CN.14/INR/108)

129. La pénurie dans la sous-région de matières premières entrant dans la fabrication de la pâte à papier sera le principal obstacle au développement de l'industrie du papier. Ce problème ne pourra être résolu qu'avec le temps grâce à des techniques permettant de remplacer les importations de pâte à papier par des produits locaux (bagasse ou autres produits pouvant entrer dans la fabrication de la pâte à papier, qu'il reste à découvrir et à mettre au point).

130. Les possibilités existant dans la sous-région pour la fabrication de la pâte à papier et du papier ont été examinées de façon exhaustive dans le document mentionné ci-dessus. On y fait la critique de quelques-uns des projets nationaux - déjà en cours ou envisagés. Dans l'intérêt de la sous-région et des pays eux-mêmes, ces projets devraient être réexaminés (et peut-être même révisés) en accord avec les suggestions faites dans ce document. Les nouvelles propositions sont établies en fonction du contexte sous-régional, ce qui change bien des aspects des projets à l'étude et permet des prévisions plus optimistes quant à la rentabilité et la concurrence.

131. Le document sur les industries forestières traite en détail des possibilités relatives à la pâte à papier et à la fabrication de papier, mais non de celles de la transformation du papier. Or, les possibilités dans ce domaine sont illimitées (si ce n'est par la demande). Si les propositions visant la coordination d'une industrie de transformation du papier à l'échelon sous-régional (avec des usines dans presque tous les pays) sont suivies, cette industrie pourrait en 1980 produire pour une valeur de 83 millions de dollars des Etats-Unis et satisfaire presque 87 pour 100 des besoins de la sous-région.

132. A noter que cette industrie est fortement tributaire du marché sous-régional. Plus de 30 pour 100 de sa production font l'objet de transactions entre pays voisins, ce qui s'explique par la forte mécanisation de la production (condition indispensable de la rentabilité) et par la productivité élevée des unités individuelles (machines). (Voir tableau 28).

Imprimerie et édition

133. L'imprimerie et l'édition présentent, en Afrique de l'ouest, les caractéristiques et les avantages suivants :

- a) elles utilisent le papier comme principale matière première, et dès 1975 la sous-région en produira en quantité amplement suffisante;
- b) on peut observer dans la sous-région une augmentation rapide du taux d'alphabétisation, et selon toute vraisemblance ce taux va doubler, et même tripler, dans la plupart des pays de la sous-région du fait de l'augmentation de la proportion des jeunes dans la population; la population alphabète devrait au moins quadrupler, en chiffres absolus, dans les 10 ou 15 prochaines années. La consommation des produits de l'imprimerie et de l'édition augmentera en proportion.

134. Deux langues seulement sont d'un emploi courant dans toute la sous-région : le français et l'anglais. Cela permettra des échanges des imprimés et par voie de conséquence un accroissement des tirages au-delà des besoins immédiats de chaque pays et une éventuelle spécialisation.

135. Les installations pour l'imprimerie et l'édition sont généralement modestes, ce qui permet de les répartir harmonieusement entre les pays de la sous-région selon les besoins et les possibilités d'échanges. De plus, le matériel imprimé a un rapport valeur-poids élevé, et les imprimeries consomment peu d'énergie. Le choix de leur emplacement n'est donc pas fonction des possibilités de transport ou de production d'énergie. On pourrait chercher à atténuer le déséquilibre des échanges entre les pays de la sous-région en favorisant l'implantation de cette industrie dans les pays désavantagés pour d'autres secteurs industriels.

136. Il existe des unités de production plus ou moins importantes dans plusieurs pays de la sous-région, mais les échanges sont encore pratiquement nuls. On doit donc s'attendre à des économies de dimension très appréciables en particulier dans le domaine du matériel d'enseignement (voir tableau 29).

Caoutchouc naturel (E/CN.14/INR/131)

137. La production de caoutchouc naturel dans la sous-région est déjà très importante et elle est appelée à se développer encore considérablement en raison des programmes de plantation en cours ou projetés. La plus grande partie de cette production continuera d'être exportée puisque la consommation locale n'en pourra absorber qu'environ 25 pour 100.

138. La demande de produits manufacturés à base de caoutchouc (constituée à 80 pour 100 par les pneus et les chambres à air) augmentera en proportion de la croissance démographique et économique de la sous-région, (voir tableau 30).

Industries chimiques (E/CN.14/INR/109, E/CN.14/INR/110,
E/CN.14/INR/139, E/CN.14/INR/145)

139. Ces industries, dont le développement est exposé en détail dans les documents ci-dessus mentionnés peuvent être divisées en cinq groupes^{1/} :

- a) Industrie des dérivés du pétrole (CITI 32)
- b) Industrie chimique de base (CITI 311)
- c) Corps gras d'origine végétale ou animale (CITI 312)^{2/}
- d) Fabrication de peintures, vernis et laques (CITI 313)
- e) Fabrication de produits chimiques N.C.A. (CITI 319).

L'industrie des dérivés du pétrole est étroitement liée aux autres, particulièrement à l'industrie chimique de base à laquelle elle fournit une part importante de matières premières. Grâce aux ressources en pétrole existant en Nigéria, cette industrie ne dépend pas d'importations de matières premières extérieures à la sous-région. Sept pays de la sous-région auront leurs propres raffineries approvisionnées en pétrole brut de la Nigeria et seront à même de satisfaire les besoins de toute la sous-région. Lors du choix de leurs emplacements respectifs, on a dûment tenu compte du fait qu'il y avait intérêt à réduire les coûts de transport tant du pétrole brut que des produits finis. On a également tenu compte de l'emplacement prévu pour les industries chimiques qui utiliseront les produits dérivés du raffinage du pétrole. Une industrie pétrolière dans le contexte sous-régional serait presque complètement indépendante des importations d'outre-mer.

^{1/} Elles appartenaient précédemment à deux groupes de la CITI :
Nos 30 et 31.

^{2/} Voir E/CN.14/INR/122/Add.1 et Add.2; Création d'industries alimentaires en Afrique de l'ouest.

140. Il n'en va pas de même pour les industries chimiques (de base et diverses) qui pourront satisfaire moins de 70 pour 100 (en valeur) de la demande sous-régionale. Il est certainement possible de développer la production des matières colorantes, des teintures, des colles et de nombreux autres produits secondaires soit pour la consommation directe soit pour transformation par d'autres industries. Il faudrait étudier ces possibilités.

141. Les industries chimiques de base impliquent d'importants complexes industriels, décrits en détail dans le document E/CN.14/INR/109 qui expose les économies de dimension et les raisons techniques à l'appui. Cependant, quelques-unes des propositions faites méritent un examen plus approfondi, l'analyse de la demande totale indiquant qu'il faut prévoir des usines d'une capacité plus grande que ne le recommande l'étude.

142. La production de fibres synthétiques (Nylon 6, Nylon 6,6, Nylon 11, Caprolactam) s'est avérée possible et viable, même à une échelle relativement petite. Après analyse, on a constaté que la demande sous-régionale pour ces produits était beaucoup plus importante que prévu. Il faudrait faire des études pour déterminer quelle devrait être la capacité de cette industrie.

143. La production de caoutchouc synthétique n'a pas été jugée rentable en raison du prix peu élevé des produits américains et de la présence de caoutchouc naturel.

144. Le secrétariat estime que le rapport sur l'industrie des peintures et vernis (document E/CN.14/INR/139) sous-estime la demande ainsi que la possibilité de découvrir les formules chimiques et procédés de fabrication des produits intermédiaires. Les chiffres du rapport original ont donc été modifiés et une industrie d'envergure beaucoup plus grande a été envisagée, y compris la fabrication de bioxyde de titane (25.000 tonnes d'ici à 1980), en partie pour alimenter l'exportation, ainsi que la fabrication de copolymères et d'alcools minéraux.

145. L'industrie des huiles et graisses devra être considérablement développée, pour deux raisons : augmenter les exportations d'huiles (et non plus d'oléagineux) et développer la consommation locale de produits contenant des protéines. Cette industrie trouve sa source naturelle dans l'énorme production d'oléagineux, de noix, etc., mais elle demande à être modernisée à bien des égards afin d'assurer une qualité uniforme des conditions hygiéniques de traitement et d'emballage et une meilleure utilisation (rendement plus élevé des matières premières. Comme on peut s'y attendre, ces efforts entraîneront des économies accrues (voir tableaux 31 à 35).

Briques et matériaux réfractaires (E/CN.14/INR/124, E/CN.14/INR/132)

146. On trouve dans toute l'Afrique de l'ouest les matières premières qui servent à faire les briques, lesquelles sont utilisées traditionnellement pour les bâtiments à usage résidentiel ou non.

147. Mais l'incidence des frais de transport est assez lourde : à 300 kilomètres du lieu de fabrication, la brique a doublé de prix. On peut donc supposer que les briquetteries seront largement réparties dans tous les pays de la sous-région, et dotées de capacités correspondant aux besoins locaux.

148. Les échanges de briques entre les pays ouest-africains seront minimes, sinon nuls, sauf peut-être dans le cas des usines situées au voisinage des frontières.

149. Il n'existe actuellement aucune production de matériaux réfractaires en Afrique de l'ouest. Tous les besoins sont satisfaits par l'importation.

150. Or, ces matériaux sont indispensables à de nombreuses industries. On peut donc envisager une augmentation rapide de la consommation, parallèlement à celle de l'industrialisation.

151. On connaît l'existence de gisements de matières premières diverses, dispersés dans toute l'Afrique de l'ouest. Mais ce ne sont probablement pas les seuls, car la sous-région n'a pas été prospectée à fond.

152. En tout état de cause, il semble souhaitable de créer des fabriques de matériaux réfractaires.

153. Mais la demande dans chaque pays est encore limitée, restant dans bien des cas inférieure au seuil de production rentable; en outre, il n'est pas certain que l'on découvrira dans chaque pays des gisements exploitables. On ne peut donc espérer créer une industrie des matériaux réfractaires à moins que les usines ne disposent d'un marché sous-régional pour écouler leur production.

154. La première chose à faire avant de prendre toute décision sur l'implantation des usines est de procéder à des prospections géologiques ainsi qu'à l'analyse des gisements.

155. On peut considérer comme pratiquement insignifiantes les possibilités d'exportation hors de la sous-région (voir tableaux 36 et 37).

Verre (E/CN.14/INR/143)

156. Il existe en Afrique de l'ouest une seule verrerie, qui satisfait 6 pour 100 de la demande. Pour le reste, la sous-région doit recourir à l'importation. L'industrie du verre, qui exige un matériel assez complexe, de gros investissements et des ouvriers qualifiés, est une activité importante pour l'Afrique, qui paie cher ses importations en raison des frais de transport élevés et qui possède des matières premières.

157. Une fabrique-type de bouteilles, d'une capacité rentable, produirait pour environ un million de dollars par an. Or d'ici 1975, trois pays seulement auront atteint une demande de cet ordre. En outre, l'industrie des bouteilles aurait une productivité bien meilleure si elle se composait d'usines un peu plus grandes, et en fait, si les pays de la sous-région pouvaient se mettre d'accord sur l'établissement de quelques usines capables de travailler dans des conditions rentables et d'alimenter toute la sous-région, la production ouest-africaine pourrait soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

158. La plus grande partie du verre utilisé dans la sous-région sert à emballer les aliments et boissons, et la manutention des emballages dite le plus souvent, même en Afrique de l'ouest, entièrement automatique. La fabrication de recipients en verre doit donc répondre à des tolérances serrées, ce qui exige un matériel et des compétences de gestion qui sont généralement l'apanage des usines de grande envergure.

159. En 1975, l'industrie du verre plat ne pourra faire vivre plus de deux usines; qui pourraient desservir la totalité de la sous-région. L'analyse de tous les coûts de production, compte tenu du coût des éléments importés et des transferts de fonds effectués par le personnel étranger, fait apparaître une économie de devises de plus de 55 pour 100 sur le coût du produit importé.

160. L'industrie du verre compte parmi les quelques industries qui ont un effet particulièrement avantageux sur le niveau des compétences techniques dans une région. Elle ne demande pas une grosse main-d'oeuvre, mais les éléments recrutés doivent être très qualifiés, et sa rentabilité justifie la formation à l'étranger d'Africains qui seront appelés à prendre en main et à gérer les usines dans un délai assez court (voir tableau 38).

Céramique (E/CN.14/INR/112)

161. Les besoins de l'Afrique de l'ouest en produits céramiques sont très élevés; jusqu'à ces dernières années, ces besoins étaient satisfaits uniquement par l'importation. Mais on sait qu'il existe dans la sous-région

un certain nombre de dépôts d'argile possédant les qualités requises pour la fabrication de céramique. En outre, de nombreux signes donnent à penser qu'il existe des dépôts en d'autres points de la sous-région.

162. On peut s'attendre que la consommation, qui était de l'ordre de 20.000 tonnes en 1965, doublera au moins d'ici à 1975, compte tenu du développement économique général, notamment dans l'industrie du bâtiment.

163. Il est probable que l'on pourrait établir dans plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest des fabriques de céramique qui seraient rentables. Trois usines sont déjà en construction, au Mali, au Ghana et en Nigeria. Leur production sera écoulée sur le marché national.

164. Du point de vue de l'économie, le rendement optimum de chacune de ces usines et de l'industrie intéressée dans son ensemble, impliquerait un certain degré de spécialisation, lequel permettrait, l'échange d'une partie de la production entre pays consommateurs et pays producteurs. Quant aux possibilités d'exportation à l'extérieur de la sous-région, elles sont nulles (tableau 39).

Industrie du ciment (E/CN.14/INR/117)

165. La consommation de ciment augmente en Afrique de l'ouest plus vite que partout ailleurs sur le continent, et même légèrement plus vite que la consommation mondiale. Pour être rentable, cette industrie exige d'assez grosses capacités; avant 1964, deux pays seulement produisaient du ciment dans toute la sous-région. Ainsi en 1963 il a fallu recourir à l'importation pour satisfaire 50 pour 100 des besoins, souvent à un prix qui était le double ou le triple de celui que l'on aurait pu obtenir avec une usine locale bien gérée. Les frais d'investissement sont élevés : les usines peuvent travailler avec une capacité annuelle de 50.000 tonnes, mais une capacité de 200.000 tonnes au moins serait plus rentable; elle exigerait un investissement de 7 à 10 millions de dollars.

166. A quelques exceptions près, les pays de la sous-région ne possèdent guère de matières premières utiles à l'industrie du ciment (essentiellement la pierre à chaux). Donc, à moins que l'on n'intensifie les recherches dans chaque pays, certaines usines devront recourir à l'importation pour se procurer auprès des Etats voisins quelques-unes des matières dont elles ont besoin. Lorsque l'Afrique de l'ouest se sera industrialisée, les marchés, et peut-être les matières premières, seront suffisants dans chaque pays pour écouler la production prévue. Cependant, étant donné que la capacité initiale de toute cimenterie risque d'être supérieure à la demande locale, l'industrie pourrait démarrer beaucoup plus tôt si elle disposait d'un marché sous-régional. A cet égard, la coopération économique est essentielle si l'on veut que l'industrie du ciment apporte rapidement une contribution au processus général d'industrialisation (voir tableau 40).

Industries à base de ciment (E/CN.14/INR/134)

167. Les industries à base de ciment apportent relativement plus d'avantages sociaux à la population que la plupart des autres industries, en lui fournissant des matières premières pour construire des logements convenables et peu onéreux. En outre, ces industries sont très importantes pour le développement industriel d'ensemble dans une zone donnée, car nombre d'usines sont construites en ciment ou matériaux à base de ciment. Ces matériaux sont notamment les suivants : parpaings en béton, carreaux en ciment, plaques et tuyaux en amiant-ciment, tuyaux en béton. L'utilisation des matériaux à base de ciment se développe rapidement en Afrique de l'ouest, et semble suivre très étroitement les mouvements de la formation de capital fixe. On prévoit que l'utilisation des matériaux à base de ciment se développera de plus en plus avec l'industrialisation de l'Afrique de l'ouest. La plupart des matières premières existent en Afrique de l'ouest, sauf l'amiante et certains produits secondaires qu'il faudra importer.

168. L'industrie des matériaux à base de ciment se compose essentiellement de petites usines desservant des marchés locaux. La plupart des pays de la sous-région auront des cimenteries d'une capacité suffisante pour alimenter des usines de transformation, nombreuses et plus petites. Les centres de consommation se trouveront au voisinage des usines, car ces matériaux sont très pondéreux par rapport à leur prix. Cependant, même si l'on peut compter que la totalité de la production sera absorbée sur place, il est évident qu'une grande partie de la demande interressera la construction d'usines qui desserviront les marches sous-régionaux et de logements pour les travailleurs employés dans les industries sous-régionales. En se fondant sur l'analyse des schémas types de consommation, on est fondé à prévoir que 30 à 40 pour 100 de la production de ces industries devront être écoulés sur le marché sous-régional, ce qui dépend de l'intégration économique (voir tableau 41).

Sidérurgie

169. Les projets d'industrie sidérurgique verticale qui sont prévus au Liberia, au Mali et en Nigeria se trouvent amplement justifiés en raison de la demande accrue qui naîtrait d'un développement industriel coordonné à l'échelle sous régionale. La construction de ces trois usines sera suivie par l'établissement de plusieurs unités secondaires, fabriques de tôles, usines de relaminage de barres et ronds à béton, fabriques de tuyaux avec ou sans soudure, unités qui seront réparties dans différents pays selon l'ampleur de la demande prévue.

170. Le développement rapide des industries mécaniques et du bâtiment (locaux à usage industriel et non résidentiel et autres travaux civils) et celui des travaux publics (aménagement urbains, chemins de fer, ports, etc.) appelle une expansion généralisée de l'industrie de la fonderie, non seulement en ce qui concerne les forges associées aux usines de produits mécaniques, mais aussi les fonderies sur modèles et les fonderies fabriquant des articles à usages spéciaux (tuyaux et accessoires divers, pièces moulées à usage sanitaire, quincaillerie, chaudronnerie, etc.)

171. On compte que la production de ces industries passera d'une valeur pratiquement nulle en 1963 à environ 145 millions de dollars d'ici à 1975. Bien que coûteuse, car elle exigerait un investissement d'environ 80 millions de dollars d'ici à 1975, l'industrie de la fonderie doit être considérée comme un des principaux pôles de développement de la sous-région (voir tableau 42).

Métaux non ferreux (E/CN.14/INR/137, E/CN.14/INR/138)

172. En 1975, les métaux non ferreux les plus importants pour l'économie seront soit fondus, soit extraits des minéraux locaux, c'est-à-dire l'aluminium, le cuivre, le plomb, l'étain et le zinc. Ces métaux ne pourront pas tous être transformés sur place en tous les types de produits finis nécessaires, car la demande est dans certains cas trop faible pour permettre aux usines d'être rentables et de soutenir la concurrence, notamment pour les feuilles et profilés de zinc et de cuivre ainsi que les profilés d'aluminium fabriqués par extrusion.

173. On envisage de lancer la fabrication de l'alumine et de l'aluminium au Ghana (ce projet est déjà en cours) et en Guinée. Des usines de laminage de plaques d'aluminium seront construites au Ghana, en Guinée et en Nigéria, qui traiteront les lingots fabriqués par leurs propres installations. Plusieurs autres pays auront de petites fabriques de tôles ondulées en aluminium. Alors que la fabrication de l'aluminium par électrolyse sera une activité tournée vers l'exportation, les usines de laminage desserviront essentiellement la sous-région.

174. L'industrie du cuivre est implantée uniquement en Mauritanie, pays qui possède des gisements de minerai de cuivre. On envisage un taux modéré de production, 20.000 tonnes par an, pour éviter d'épuiser trop rapidement des ressources assez limitées. Environ 70 pour 100 de la production des fonderies seront absorbés par la sous-région, principalement sous forme de barres et de cathodes, le reste serait exporté.

175. La plupart des autres formes de traitement du cuivre (produits de transformation) sont aussi localisées en Mauritanie

- a) usine de laminage et de tréfilage du fil machine (10.000 tonnes par an)
- b) fabrique de soupapes et autres articles de robinetterie, consommant environ 3.000 tonnes de cuivre
- c) fabrique de câbles isolants (10.000 tonnes par an).

176. Il y aurait peut-être avantage à ce que ce complexe devienne une entreprise sous-régionale.

177. L'industrie du zinc, du plomb et de l'étain est localisée en Nigéria. La fusion du zinc et du plomb sera fondée sur la production des mines récemment mises en exploitation à Abakaliki par la Nigerian Lead-Zinc Company Limited. On envisage de fondre et de raffiner 30.000 à 35.000 tonnes de plomb et de zinc par an, principalement en vue de l'exportation. En ce qui concerne l'étain, il faudrait, pour obtenir le maximum de rentabilité, développer les opérations de fusion et raffiner le métal sur place. Il existe d'autres possibilités de développement de l'industrie des métaux non ferreux dans la sous-région, qui demanderaient une étude plus approfondie. L'une d'elles est la fabrication du ferro-chrome au Sierra Leone, y compris la production de dérivés comme le calcium-silicium et éventuellement d'autres alliages de ce genre. Une autre possibilité serait la transformation du minerai de manganèse de Haute-Volta en ferromanganèse.

178. Au total, l'industrie des métaux non ferreux devrait fournir, selon les prévisions, environ 5 pour 100 de la production industrielle brute de la sous-région, et environ 10 pour 100 des exportations vers l'extérieur (voir tableau 43).

Industrie électronique (E/CN.14/INR/130)

179. L'industrie électronique produit des articles utilisés surtout dans les télécommunications. Or la sous-région a manifestement grand besoin d'améliorer ses installations dans ce domaine, car le développement de l'éducation et l'unité nationale dépendent souvent de l'existence d'un bon réseau de télécommunication. L'Afrique de l'ouest utilisera de nombreux types de produits très complexes, mais aussi dans une assez large mesure des articles relativement simples comme les appareils radio ou de téléphone et tout le matériel connexe. On trouve généralement sur place les matières premières nécessaires; en tout cas, leur importation n'est pas coûteuse. Dans ce domaine, les planificateurs devront s'attacher au premier chef à trouver des ressources en main-d'oeuvre qualifiée et des cadres de gestion ayant la compétence technique requise. Au début, l'industrie devra largement faire appel à l'aide étrangère, tant financière que technique.

180. Vu la nature de l'industrie électronique, la normalisation et la spécialisation engendront non seulement une meilleure productivité, mais aussi une consommation et une utilité accrues des produits intéressés. Cette industrie peut généralement le mieux prospérer lorsqu'elle est fortement concentrée dans une région donnée, de manière à faciliter le transport des pièces détachées, les échanges de renseignements techniques et la constitution d'un fonds commun de main-d'oeuvre. Par rapport à la valeur de la production, les frais d'investissement ne sont pas très élevés, mais il convient de choisir avec soin l'équipement et les matières premières afin d'éviter des pertes de productivité ou une fabrication de mauvaise qualité. Pour pouvoir travailler dans des conditions rentables, la plupart des usines intéressées devront pouvoir écouler leurs produits sur le marché sous-régional tout entier. En outre, si l'on peut s'attendre que quelques usines vendent la totalité ou la plus grande partie de leur production dans un seul pays, il faudra néanmoins importer certaines pièces en provenance du pays qui réunira le plus grand nombre d'usines électroniques (voir tableau 44).

Industries mécaniques et électriques (E/CN.14/INR/126)

181. Les usines groupées sous la rubrique "industries mécaniques et électriques" fabriquent une large gamme d'articles utilisés surtout comme moyens de production, par exemple les machines et les matériaux de construction en métal. Après la production minière, ce groupe d'articles divers représente la plus grosse production brute en Afrique de l'ouest et les plus fortes importations, en valeur.

182. Ces industries sont si variées que nous n'en donnerons dans ce bref résumé que quelques exemples. Ainsi, dans l'industrie métallurgique, étant donné que les frais de transport des produits finis, par tonne-kilomètre, sont de deux à six fois plus élevés que ceux des matières premières, les usines sont situées au voisinage des marchés, et peuvent être assez petites. Souvent, les produits de ces industries seront acheminés vers des usines sous-régionales. Mais certains éléments tels que pièces détachées destinées à la fabrication des appareillages ou au montage des automobiles demandent, étant donné le coût des machines nécessaires, à être fabriqués dans de grandes usines.

183. L'Afrique de l'ouest devra se procurer à l'extérieur une grande partie de l'équipement dont elle a besoin, même en 1975, car le matériel et les techniques nécessaires ne se trouvent généralement que dans les zones très industrialisées. Quoi qu'il en soit, les programmes économiques montrent que les industries mécaniques et électriques pourraient d'ici à 1975 fournir 50.000 emplois nouveaux aux Africains de l'ouest, et que les produits de ces industries pourraient intervenir pour près d'un tiers dans les échanges globaux entre les pays de la sous-région (voir tableau 45).

V. ANALYSE DETAILLEE DES RELATIONS ENTRE INDUSTRIES

184. On envisage pour l'avenir immédiat une analyse plus détaillée, destinée à établir l'exactitude des conclusions présentées ici et à apporter les modifications qui s'imposent. Cette analyse sera fondée essentiellement sur l'application des techniques économétriques aux données concernant les échanges entre les pays de la sous-région et les relations entre les diverses industries. On utilisera le tableau des entrées et des sorties pour vérifier la possibilité d'exécution du programme de développement économique envisagé, ainsi que les hypothèses relatives aux investissements, exportations et importations. On procède actuellement à la mise au point d'un modèle de programmation linéaire, qui permettra d'analyser les relations économiques à l'intérieur de la sous-région, et notamment les courants commerciaux, les besoins en transports et la balance des paiements, ainsi que les échanges entre les quatorze pays.

185. Pour atteindre les niveaux de production envisagés pour les diverses industries, tout en satisfaisant la demande envisagée des produits de consommation et d'exportation, il faudra fournir les volumes requis de produits intermédiaires, c'est-à-dire matières premières, produits semi-manufacturés et équipement et fournitures industriels. Si ces produits intermédiaires ne peuvent pas être fournis en quantités suffisantes grâce à la production locale, ils faudra les importer, faute de quoi la demande sous-régionale des produits finaux ne pourra être satisfaite. Le tableau des entrées et des sorties permet de vérifier si tous les niveaux de production sont compatibles et de voir en même temps s'il est possible de satisfaire la demande de produits finis grâce à la production sous-régionale. Certaines importations seront encore nécessaires, et l'on peut également déterminer, par l'analyse des entrées et des sorties, s'il sera possible d'exécuter le programme des importations, en trouvant une solution optimale au modèle de programmation linéaire. La solution indiquera la manière dont chaque pays peut contribuer adéquatement à la production industrielle de la sous-région et tirer ainsi le maximum d'avantages du programme de développement économique sous-régional.

186. Le courant des échanges à l'intérieur de la sous-région, et entre la sous-région et le reste du monde, constitue la base, mais non le seul élément déterminant de la balance des paiements de chaque pays. La balance des paiements doit donc être considérée en fonction de l'équilibre économique et d'une croissance économique rapide. La programmation linéaire établie compte tenu des aspects du problème relatif à la balance des paiements, est un des éléments de cette analyse. Certes, il convient d'étudier séparément les aspects monétaires des relations économiques à l'intérieur de la sous-région, étant donné l'existence de trois zones monétaires. Cependant, si l'on arrive à un équilibre économique pays par pays, en ce qui concerne à la fois les échanges et les paiements, l'équilibre monétaire entre les trois zones devrait être automatique.

187. L'analyse planifiée permettra en outre de voir dans quelle mesure la coopération économique s'impose pour assurer les taux d'accroissement projetés pour les divers pays de la sous-région. A l'heure actuelle, la planification économique dans chacun des quatorze pays s'effectue plus ou moins indépendamment, sans qu'il soit tenu compte des effets réciproques entre le programme de développement d'un pays et celui de ses voisins. Il y a tout lieu de croire que l'expansion économique de tous les pays de la sous-région se ralentirait considérablement si les modes de développement adoptés par les divers pays ne sont pas compatibles et s'il n'existe pas de formes appropriées de coopération économique. La mesure dans laquelle la coopération économique peut porter le taux de croissance maximal au-delà du taux possible sans cette coopération, peut être déterminée grâce à une analyse détaillée des relations entre les diverses industries des différents pays. Un rythme rapide d'industrialisation dans un pays donné a tendance à stimuler plutôt qu'à freiner le développement industriel des pays voisins, à condition qu'un programme sous-régional équilibré de développement soit élaboré dans le cadre d'une coopération économique. Il en résulte une réaction en chaîne, grâce à laquelle l'expansion des marchés industriels qui s'offrent aux produits intermédiaires dans un pays donné, ainsi que les niveaux plus élevés des revenus et de la consommation, stimulent l'expansion économique et l'industrialisation des autres pays de la sous-région. L'analyse des relations entre les industries permet de chiffrer ces effets.

188. Le programme de développement économique et d'industrialisation présenté ici demandera un effort considérable de financement, dont une grande part ne peut être fournie que par des sources extérieures à la sous-région. Le problème du service de la dette extérieure et ses répercussions en matière de production, de consommation et d'équilibre économique feront l'objet d'une étude détaillée, car ils font partie intégrante de l'analyse des possibilités de réalisation du degré d'harmonie de ces propositions.

189. Les résultats de toutes ces analyses de même que toutes les révisions et modifications des conclusions présentées ici, seront incorporés à la version définitive de ce rapport succinct, dont la publication est prévue pour décembre.

190. Si l'analyse des entrées et des sorties révèle des contradictions entre les niveaux de production projetés, d'où goulets d'étranglement dans la production de produits intermédiaires destinés à la consommation industrielle, il faut envisager plusieurs solutions. Les niveaux projetés pour la capacité productive dans les industries affectées par un excédent de production peuvent être relevés, ce qui implique des niveaux plus élevés d'investissements au cours de la période examinée, et par conséquent des charges plus lourdes en ce qui concerne le financement. D'autre part, les pénuries de produits intermédiaires requis peuvent être compensées au moyen d'importations supplémentaires provenant de pays extérieurs à la sous-région, mais cette solution aura une répercussion sur les balances commerciales et sur les besoins en devises prévus. Une troisième solution consisterait à réduire les niveaux projetés de la demande finale, mais c'est aussi diminuer les objectifs d'expansion économique à atteindre en 1975-1980, soit pour la consommation privée, soit pour les exportations, soit encore pour le taux de formation du capital, ou pour tous ces éléments dans une certaine mesure. La question de savoir laquelle ou lesquelles de ces solutions seraient préférables dépendra nécessairement de la nature et de l'amplitude des pénuries découvertes.

191. On voit donc l'importance d'une coopération économique pour le développement économique de la sous-région si l'on veut atteindre les objectifs de production. En effet, pour que la production industrielle parvienne au niveau prévu et que par là-même les objectifs souhaités pour le revenu et la consommation soient atteints, il faut disposer du volume requis de produits intermédiaires. Si ceux-ci sont fournis grâce à la production sous-régionale, on a mutuellement intérêt à réduire les besoins d'importations d'une part et à assurer des débouchés pour les produits intermédiaires fabriqués dans la sous-région.

192. Le tableau des entrées et des sorties pour la sous-région donne des indications globales pour l'ensemble des pays de la sous-région mais il n'indique pas directement les relations économiques entre les divers pays, ni les répercussions économiques du programme de développement sur l'économie intérieure de chaque pays. Ainsi qu'on l'a mentionné dans les chapitres précédents du présent rapport, ce programme ou tout autre programme de développement économique sous-régional doit viser essentiellement à assurer l'équilibre économique entre les pays de la sous-région. On ne pourra développer rapidement l'économie si l'on n'adopte pas des mesures appropriées de coopération économique, mais cette coopération à son tour ne peut se poursuivre que si elle est fondée sur un programme qui réussit à établir et à perpétuer des avantages mutuels équivalents lors des échanges commerciaux à l'intérieur de la sous-région. Le programme exposé dans le présent rapport vise à atteindre cet objectif, et une analyse plus détaillée cherchera à vérifier cet aspect du programme. On mettra au point un modèle de programmation linéaire qui présentera chacune des économies nationales en fonction des industries à créer dans chacune d'elles et de la demande en produits finals. Le réseau des transports de la sous-région sera également représenté, ainsi que les prix des transports. La structure des courants d'échanges entre les pays de la sous-région, ainsi que les importations en provenance et les exportations à destination des autres parties du monde peuvent être analysées sur la base des relations entre industries et des besoins imposés par les niveaux envisagés pour la demande finale.

Toute modification de l'emplacement ou de la capacité indiqués pour certaines industries que pourrait exiger la nécessité d'assurer une structure équilibrée des échanges et des paiements sous-régionaux tout en favorisant au maximum la croissance économique, peut être déterminée grâce à la solution mathématique du modèle de programmation linéaire. Les autres hypothèses concernant les niveaux projetés pour la demande et le revenu seront analysées et comparées en tenant compte de leurs répercussions sur l'équilibre économique à l'intérieur de la sous-région. Les autres emplacements possibles pour les principaux projets industriels peuvent être analysés et évalués de la même manière.

193. Etant donné que pour bon nombre d'industries, tout particulièrement les industries de base, le choix de l'emplacement dépend beaucoup de la présence de ressources naturelles, alors que pour certaines autres il dépend de la proximité des débouchés, on ne peut utilement étudier d'autres possibilités d'implantation que pour les industries souvent désignées sous le nom d'industries "mobiles". C'est en répartissant judicieusement ces industries à l'intérieur de la sous-région qu'on parviendra à équilibrer le développement économique et, par conséquent le courant des échanges. On peut modifier non seulement l'emplacement de ces industries, mais également la capacité prévue à chacun de ces emplacements.

TABLE 1
TABLEAU 1

WEST AFRICAN SUB - REGION 1963^a
SIMPLIFIED PROVISIONAL PRESENTATION OF NATIONAL ACCOUNTS
Sous-Region Afrique de l'Ouest 1963^a
PRESENTATION PROVISOIRE SIMPLIFIE DES COMPTES NATIONAUX

	Dahomey	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée	Ivory Coast	Libéria	Mali	Mauritanie	Niger	Nigeria	Sénégal	Sierra Leone	Togo	Upper Volta	Total sub-region	Total region
Gross Domestic Product ^b / Produit intérieur brut ^b	160.0	22.0	1,489.0	213.0	782.0	218.0	306.0	111.0	253.0	3,890.0	655.0	211.0	133.0	204.0	8,647.0		
0 Primary Sector / Secteur primaire	92.6	13.9	687.1	109.2	352.5	108.1	185.2	47.1	145.6	2,456.0	219.6	83.7	77.0	109.2	4,686.8		
1-5 Secondary Sector / Secteur secondaire	12.9	1.5	189.2	35.7	86.7	63.4	17.2	33.4	15.1	342.8	88.5	68.7	14.0	13.8	982.9		
1 Mining & Quarrying Ind. / Industries extractives	0.2	-	46.3	9.9	9.0	29.7	0.2	6.6	0.1	76.1	3.1	36.0	3.9	2.0	223.1		
2-3 Manufacturing Ind. / Industries manufacturières	6.1	-	75.3	11.2	36.5	4.3	9.5	2.1	5.9	145.3	51.9	7.7	3.8	6.1	367.2		
4 Construction Ind. / Construction et travaux publics	6.1	-	54.0	11.5	35.0	28.9	6.4	24.3	8.4	73.0	24.9	24.3	3.2	5.2	305.2		
5 Power, etc., Ind. / Energie et eau	0.5	-	13.6	3.1	6.2	0.5	1.1	0.4	0.7	48.4	8.6	0.7	3.1	0.5	87.4		
6-9 Tertiary Sector / Secteur tertiaire	54.5	6.6	612.7	68.1	342.8	46.5	103.6	30.5	92.3	1,091.2	346.9	58.6	42.0	81.0	2,977.3		
Rest of the World / Reste du monde	14.0	1.0	84.0	18.0	-41.0	-23.0	21.0	16.0	3.0	136.0	31.0	-3.0	13.0	34.0	366.0		
Total Resources / Total des ressources	174.0	23.0	1,553.0	231.0	741.0	195.0	327.0	127.0	256.0	4,086.0	688.0	208.0	146.0	238.0	8,993.0		
Private Consumption / Consommation des ménages	138.0	20.0	1,096.0	175.0	508.0	99.0	260.0	68.0	164.0	3,275.0	484.0	153.0	118.0	183.0	6,741.0		
Public Consumption / Administrations	29.0	2.0	183.0	35.0	117.0	37.0	35.0	18.0	68.0	390.0	137.0	31.0	16.0	36.0	1,134.0		
Gross Domestic Fixed Capital Formation ^c / Formation brute de capital fixe ^c	7.0	1.0	274.0	21.0	116.0	59.0	32.0	41.0	24.0	421.0	67.0	24.0	12.0	19.0	1,118.0		
Total Uses / Total des emplois	174.0	23.0	1,553.0	231.0	741.0	195.0	327.0	127.0	256.0	4,086.0	688.0	208.0	146.0	238.0	8,993.0		
Indices: GDP per caput \$	71	73	205	65	215	216	70	156	83	71	198	81	85	45	93		
Indices: Produit intérieur brut par habitant \$	61	67	150	53	140	98	59	96	54	60	146	59	76	40	73		
Private consumption per caput \$																	
Consommation des ménages par habitant \$																	
Gross Domestic Fixed Capital Formation as % of Uses	4.0	4.3	17.6	9.1	15.7	30.2	9.8	32.3	9.4	10.3	9.7	11.5	8.2	8.0	12.4		
Formation brute de capital fixe en % des emplois																	
Industrial GDP \$ per caput	2.8	5.0	16.7	6.4	12.5	33.6	2.2	12.2	1.9	4.0	16.6	16.8	4.9	1.7	6.3		
Industriel par habitant \$																	

^a Hypothetic 1963 year - for more explanation, see text
Moyenne pondérée calculée pour 1963 - pour plus de détails, voir le texte

^b At market prices / Aux prix du marché

^c Includes changes in stocks / Compte tenu des variations de stocks

TABLE 2
TABLEAU 2WEST AFRICAN SUB-REGION 1975
SIMPLIFIED PROVISIONAL PRESENTATION OF NATIONAL ACCOUNTSSUS-REGION AFRIQUE DE L'OUEST 1975
PRESENTATION PROVISOIRE SIMPLIFIE DES COMPTES NATIONAUX

	\$ million ; constant 1960 prices en millions de \$EU; prix constants 1960														Total sub-region
	Dahomey	Gambia	Ghana	Guinea	Ivory Coast	Liberia	Mali	Mauritania	Niger	Nigeria	Senegal	Sierra Leone	Togo	Upper Volta	Total sub-region
Gross Domestic Product ^{a/} / Produit intérieur brut ^{a/}	306.9	47.1	2,699.0	510.6	1,619.2	556.7	534.4	237.1	491.0	7,623.2	1,142.3	459.8	264.0	419.8	16,921.8
0 Primary Sector / Secteur primaire	142.4	17.9	1,062.0	167.7	542.1	166.2	243.6	61.5	191.1	3,545.0	188.3	128.4	118.1	145.2	6,819.5
1-5 Secondary Sector / Secteur secondaire	64.5	13.9	591.0	178.3	388.9	241.1	100.4	110.7	101.9	1,603.9	310.7	190.6	59.0	91.9	4,046.8
1 Mining & Quarrying Ind. / Industries extractives	3.9	0.6	58.8	16.9	17.8	102.0	4.0	46.7	2.9	393.5	25.6	58.5	11.1	4.8	747.1
2-3 Manufacturing Ind. / Industries manufacturières	47.4	10.5	354.7	130.8	234.1	79.6	70.9	32.2	59.5	768.4	197.7	84.8	33.4	50.1	2,154.1
4 Construction Ind. / Construction & travaux publics	11.0	2.2	130.0	22.1	100.0	42.6	19.5	21.2	24.8	300.0	56.3	32.1	9.5	22.3	793.6
5 Power, etc., Ind. / Energie et eau	2.2	0.6	47.5	8.5	37.0	16.9	6.0	10.6	14.7	142.0	31.1	15.2	5.0	14.7	552.0
6-9 Tertiary Sector / Secteur tertiaire	100.0	15.3	1,046.0	164.6	688.2	149.4	190.4	64.9	198.0	2,475.0	543.3	150.8	86.9	182.7	6,055.5
Rest of the World / Reste du monde	7.4	1.4	109.4	54.9	-3.7	-41.7	57.9	22.7	59.5	735.0	115.4	16.4	24.2	111.2	1,270.0
Total Resources / Total des ressources	314.3	48.5	2,808.4	565.5	1,615.5	515.0	592.3	259.8	550.5	8,358.9	1,257.7	486.2	288.4	531.0	18,192.0
Private Consumption / Consommation des ménages	214.7	33.3	1,843.0	319.1	986.5	208.9	409.9	148.5	358.2	5,678.0	856.3	305.3	198.9	362.8	11,923.4
Public Consumption / Administrations	47.5	5.4	389.6	72.6	253.3	69.7	76.9	32.1	98.5	1,118.0	200.8	68.1	38.5	87.7	2,558.7
Gross Domestic Fixed Capital Formation / Formation brute de capital fixe	52.1	9.8	575.8	173.8	375.7	236.4	105.5	79.2	93.8	1,562.9	200.6	112.8	51.0	80.5	3,709.9
Total Uses / Total des emplois	314.3	48.5	2,808.4	565.5	1,615.5	515.0	592.3	259.8	550.5	8,358.9	1,257.7	486.2	288.4	531.0	18,192.0
Indigoes: GDP \$ per caput / PIB en \$ par habitant	103	110	258	115	337	476	93	279	118	97	273	142	126	72	131
Private Consumption \$ per caput / Consommation des ménages en \$ par habitant	72	77	176	72	206	178	71	175	86	72	204	123	95	62	92
Formation brute de capital fixe en \$ des emplois ^{b/}	16.5	20.2	19.5	30.7	23.2	45.9	17.8	30.4	17.0	18.6	15.9	23.2	17.6	15.1	20.2
Industrial GDP \$ per caput ^{b/} / PIB industriel en \$ par habitant ^{b/}	17.1	25.5	39.4	33.1	52.4	155.2	12.9	92.8	15.0	14.7	53.2	43.4	21.1	9.4	22.4
1963-75 Rates of Growth ^{c/} / Taux de croissance 1963-1975 ^{c/}	5.5	6.5	5.1	7.5	6.3	8.1	4.7	6.5	5.7	5.8	4.7	6.9	5.9	6.2	5.8
Gross Domestic Product / Produit intérieur brut	1.4	1.2	1.4	2.6	3.2	5.1	1.6	5.2	4.0	1.5	2.8	6.3	1.9	3.7	2.0
Private Consumption per caput / Consommation des ménages par habitant	19.1	18.1	10.8	17.6	15.3	15.0	18.5	20.1	21.6	14.8	12.4	10.4	15.7	17.3	14.2
Industrial GDP ^{b/} / PIB industriel ^{b/}															

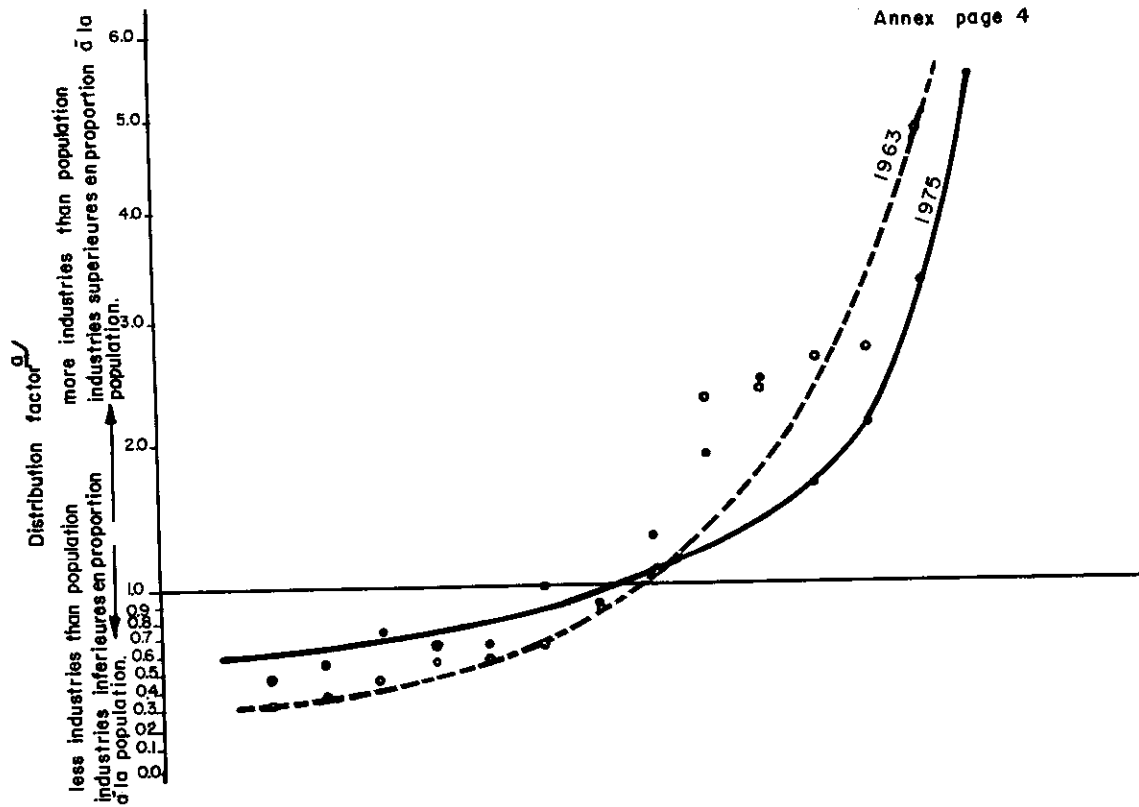
^{a/} At market prices / Aux prix du marché^{b/} Mining and manufacturing only^{c/} Compound % per annum

TABLEAU 3

Commerce extérieur de la sous-région ouest-africaine en 1963 et 1975
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Industries	1963			1975		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
A. Total						
Agriculture	80	840	760	654	1348	694
Mines et carrières	122	280	158	123	819	696
Industries manufacturières	1402	499	-903	3410	1757	-1653
Invisibles (nets)	381	-	-381	1008	-	-1008
Total	1985	1612	-366	5195	3224	-1271
B. Echanges avec les pays extérieurs à la sous-région						
Agriculture	62	822	760	440	1134	694
Mines et carrières	122	280	158	32	728	696
Industries manufacturières	1385	482	-903	2414	761	-1653
Invisibles (nets)	381	-	-381	1008	-	-1008
Total	1950	1584	-366	3894	2626	-1271

Note: Pour 1963, les valeurs des importations sont les valeurs c.a.f.; pour 1975, il s'agit des valeurs f.o.b.



Graph 1

Change in Distribution of Secondary Sector
Activities and Industrial per caput value added, 1963-1975

Graphique 1

Variations de la répartition des Activités du secteur
secondaire et de la valeur ajoutée industrielle par
habitant, 1963-1975

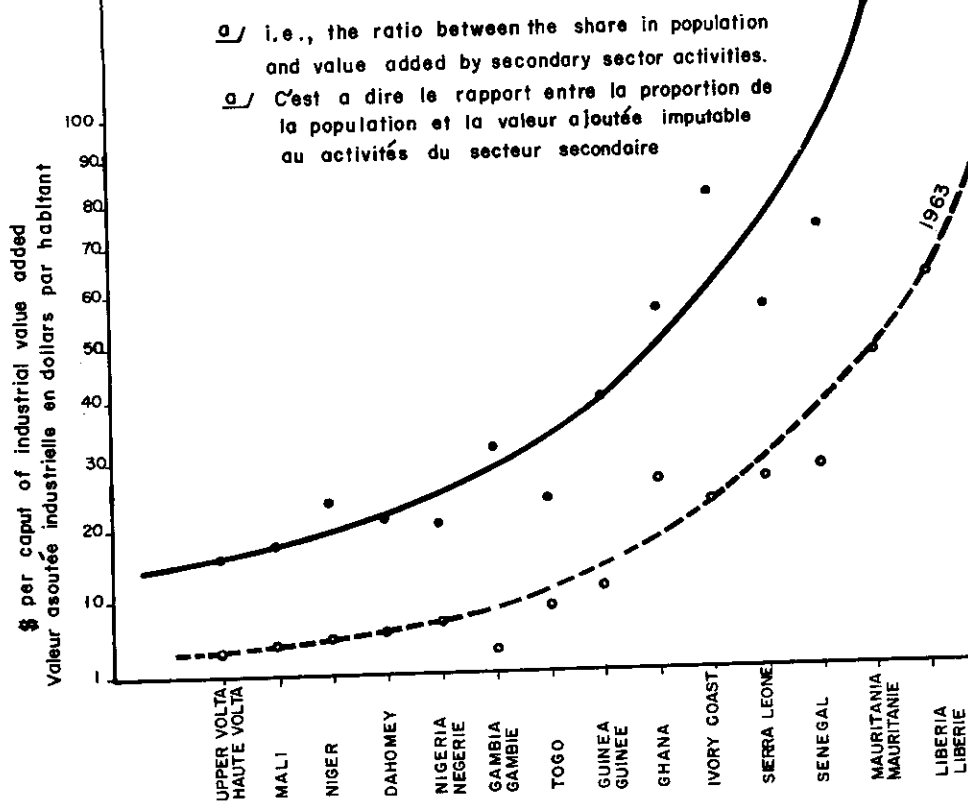


TABLEAU 4
Ressources et utilisations en Afrique de l'ouest, 1963 et 1975
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Ressources	1963			1975		
	Dollars E.U.	%	Dollars E.U.	Dollars E.U.	%	%
Produit intérieur brut		100,0	8.647	16.922	100,0	93,0
Dont:						
Secteur primaire	4.687	54,2		6.820	40,3	
Secteur secondaire	983	11,3		4.047	23,9	
Secteur tertiaire	2.977	34,5		6.055	35,8	
Reste du monde			366	1.270	7,0	
Total des ressources			8.993	18.192	100,0	
<u>Utilisations</u>						
Consommation du secteur privé			6.741	11.923	65,8	
Consommation du secteur public			1.134	2.559	14,0	
Formation intérieure brute de capital fixe ^{a/}			1.118	3.710	20,2	
Secteur primaire ^{b/}	48	4,4		201	5,5	
Secteur secondaire	282	25,2		1.614	43,5	
Secteur tertiaire	788	70,4		1.895	51,0	
Total des utilisations			8.993	18.192	100,0	

a/ Y compris les frais de stock.

b/ On prévoit une formation de capital à peu près deux fois plus élevée que dans l'Etude pilote du développement agricole effectuée par la FAO.

TABLE 5Dahomey

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	27	126	467
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	3	24	800
Other / Autres	24	59	246
Total / Total	27	83	307
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	1	20	2,000
Other / Autres	2	8	400
Total / Total	3	28	933
Total Consumption Consommation totale	51	181	362
Gross Output Production brute	27	126	467
Value Added Valeur ajoutée	6	51	850
Total Wages Salaires versés	2	16	800
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	4	23	575
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		24	

TABLE 6

Gambia

Gambie

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	6	35	583
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	9	-
Other / Autres	10	17	170
Total / Total	10	26	260
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	7	-
Other / Autres	1	10	1,000
Total / Total	1	17	1,700
Total Consumption Consommation totale	15	44	293
Gross Output Production brute	6	35	583
Value Added Valeur ajoutée	2	11	550
Total Wages Salaires versés	1	4	400
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	2	7	350
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		10	

TABLE 7

Ghana

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	333	1,042	313
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	8	221	2,763
Other / Autres	291	666	229
Total / Total	299	887	297
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	2	164	8,200
Other / Autres	95	386	406
Total / Total	97	550	567
Total Consumption Consommation totale	535	1,437	258
Gross Output Production brute	333	1,042	313
Value Added Valeur ajoutée	143	413	289
Total Wages Salaires versés	59	154	261
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	86	148	307
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		157	

TABLE 8GuineaGuinée

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output Production brute	61	391	641
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	46	-
Other / Autres	45	141	313
Total / Total	45	187	416
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	60	-
Other / Autres	12	145	1208
Total / Total	12	205	1708
Total Consumption Consommation totale	94	373	397
Gross Output Production brute	61	391	641
Value Added Valeur ajoutée	21	148	705
Total Wages Salaires versés	7	40	571
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	9	49	544
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		107	

TABLE 9

Ivory Coast
Côte D'Ivoire

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	121	724	598
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	5	105	2,100
Other / Autres	149	349	234
Total / Total	154	454	295
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	5	108	2,160
Other / Autres	21	224	1,067
Total / Total	26	332	1,277
Total Consumption			
Consommation totale	249	846	340
Gross Output			
Production brute	121	724	598
Value Added			
Valeur ajoutée	42	252	600
Total Wages			
Salaires versés	19	93	489
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	26	97	373
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		103	
de capital, 1975			

TABLE 10

Liberia

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	65	391	602
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	67	-
Other / Autres	87	184	211
Total / Total	87	251	286
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	92	-
Other / Autres	49	244	498
Total / Total	49	336	686
Total Consumption Consommation totale	103	306	295
Gross Output Production brute	65	391	602
Value Added Valeur ajoutée	40	182	455
Total Wages Salaires versés	10	52	520
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	16	61	381
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		139	

TABLE 11

Mali

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	1975 Index Indice 1975 (1963=100)
Gross Output Production brute	38	224	589
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	3	38	1,267
Other / Autres	33	100	303
Total / Total	36	138	383
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	2	50	2,500
Other / Autres	6	63	1,050
Total / Total	8	113	1,413
Total Consumption Consommation totale	66	249	377
Gross Output Production brute	38	224	589
Value Added Valeur ajoutée	11	75	682
Total Wages Salaires versés	4	27	675
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	7	42	600
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		38	

TABLE 12
Mauritania
Mauritanie

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	20	166	830
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	17	-
Other / Autres	18	72	400
Total / Total	18	89	494
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	19	-
Other / Autres	13	107	823
Total / Total	13	126	969
Total Consumption Consommation totale	25	129	516
Gross Output Production brute	20	166	830
Value Added Valeur ajoutée	9	79	878
Total Wages Salaires versés	3	22	733
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	4	23	575
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		38	

TABLE 13

Niger

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	1975 Index Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	23	185	800
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	3	28	933
Other / Autres	23	79	343
Total / Total	26	107	412
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	1	51	5,100
Other / Autres	7	62	886
Total / Total	8	113	1,413
Total Consumption			
Consommation totale	41	179	434
Gross Output			
Production brute	23	185	800
Value Added	6	62	1,033
Valeur ajoutée			
Total Wages	2	24	1,200
Salaires versés			
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	5	39	780
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		28	
de capital, 1975			

TABLE 14

Nigeria

	<u>1963</u> (In million US, (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	712	2,945	414
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	277	-
Other / Autres	512	1,213	237
Total / Total	512	1,490	291
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	8	287	3,587
Other / Autres	17	898	5,282
Total / Total	25	1,185	4,740
Total Consumption Consommation totale	1,199	3,250	271
Gross Output Production brute	712	2,945	414
Value Added Valeur ajoutée	239	1,162	486
Total Wages Salaires versés	89	357	401
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	142	389	274
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		464	

TABLE 15

Senegal

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	221	735	333
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	115	-
Other / Autres	137	256	187
Total / Total	137	371	271
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	8	96	1,200
Other / Autres	74	213	288
Total / Total	82	309	377
Total Consumption Consommation totale	276	797	289
Gross Output Production brute	221	735	333
Value Added Valeur ajoutée	60	223	372
Total Wages Salaires versés	25	73	292
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	36	90	250
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		85	

TABLE 16

Sierra Leone

	<u>1963</u>	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u>
	(in million US\$)	(in millions de \$EU)	Indice 1975 1963 = 100)
Gross Output	94	382	406
Production brute			
Imports / Importations			
From the Sub-region	1	72	7,200
De la sous-région			
Other /Autres	82	171	209
Total / Total	83	143	172
Exports / Exportations			
To the Sub-region	-	39	-
Vers la sous-région			
Other / Autres	60	143	238
Total / Total	60	182	303
Total Consumption	117	343	293
Consommation totale			
Gross Output	94	382	406
Production brute			
Value Added	45	143	318
Valeur ajoutée			
Total Wages	20	58	290
Salaires versés			
Number of Employees ('000)	39	73	187
Nombre d'employés			
Annual Net Capital			
Formation, 1975		85	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 17

Togo

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	19	120	631
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	2	25	1,250
Other / Autres	30	139	463
Total / Total	32	164	513
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	1	31	3,300
Other / Autres	10	46	460
Total / Total	11	77	718
Total Consumption	40	205	513
Consommation totale			
Gross Output			
Production brute	19	120	631
Value Added			
Valeur ajoutée	8	44	550
Total Wages			
Salaires versés	3	15	500
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	4	22	550
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette de capital, 1975		19	

TABLE 18

Upper Volta
Haute - Volta

	<u>1963</u> 3 (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	31	166	535
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	6	38	633
Other / Autres	29	130	448
Total / Total	35	168	480
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	1	29	2,900
Other / Autres	3	31	1,033
Total / Total	4	60	1,500
Total Consumption Consommation totale	62	274	442
Gross Output Production brute	31	166	535
Value Added Valeur ajoutée	8	55	687
Total Wages Salaires versés	4	21	525
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	6	34	567
Annual Net Capital Formation, 1975		31	
Formation annuelle nette de capital, 1975			

TABLE 19

Extractive IndustriesIndustries extractivesISIC No. 10

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	367	1,248	340
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	5	90	1,800
Other / Autres	122	32	26
Total / Total	127	122	96
Exports / Exportations			
To the sub-region			
Vers la sous-région	5	89	1,780
Other / Autres	280	730	261
Total / Total	285	819	287
Total Consumption			
Consommation totale	209	551	264
Gross Output			
Production brute	367	1,248	340
Value Added			
Valeur ajoutée	223	747	335
Total Wages			
Salaires versés	92	185	201
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	127	206	162
Annual Net Capital			
Formation, 1975		370	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 20

Food Processing
Industries alimentaires
ISIC No. 20

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	446	1,762	395
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	8	29	363
Other / Autres	145	174	120
Total / Total	153	203	133
Exports / Exportations			
To the sub-region Vers la sous-région	8	29	363
Other / Autres	44	180	409
Total / Total	52	209	402
Total Consumption Consommation totale	547	1,756	321
Gross Output Production brute	446	1,762	395
Value Added Valeur ajoutée	81	320	395
Total Wages Salaires versés	45	177	393
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	53	177	334
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		110	

TABLE 21
Sugar and Confectionery
Sucre et confiserie

ISIC No. 207

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	-	127	-
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	2	-
Other / Autres	50	-	-
Total / Total	50	2	4
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	2	-
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	2	-
Total Consumption	50	127	254
Consommation totale			
Gross Output			
Production brute	-	127	-
Value Added			
Valeur ajoutée	-	96	-
Total Wages			
Salaires versés	-	15	-
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	-	79	-
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		72	
de capital, 1975			

TABLE 22

Tobacco

Tabac

ISIC No. 21

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	39	126	323
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	2	11	550
Other / Autres	9	8	89
Total / Total	11	19	173
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	2	11	550
Other / Autres	1	-	-
Total / Total	3	11	367
Total Consumption			
Consommation totale	47	134	285
Gross Output			
Production brute	39	126	323
Value Added			
Valeur ajoutée	31	100	323
Total Wages			
Salaires versés	3	10	333
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	9	29	322
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		42	
de capital, 1975			

TABLE 23TextilesTextilesISIC No. 231

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	58	438	755
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	6	193	3,217
Other / Autres	228	97	43
Total / Total	234	290	124
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	6	-	-
Other / Autres	-	193	-
Total / Total	6	204	3,400
Total Consumption Consommation totale	286	524	183
Gross Output Production brute	58	438	755
Value Added Valeur ajoutée	26	162	623
Total Wages Salaires versés	13	85	654
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	28	148	529
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		95	

TABLE 24
Wearing Apparel

Vêtements

ISIC No. 243

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	20	242	1,210
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	1	49	4,900
Other / Autres	63	4	6
Total / Total	64	53	83
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	1	49	4,900
Other / Autres	1	▼	-
Total / Total	2	49	2,450
Total Consumption Consommation totale	82	246	300
Gross Output Production brute	20	242	1,210
Value Added Valeur ajoutée	8	99	1,238
Total Wages Salaires versés	7	35	500
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	17	84	512
Annual Net Capital Formation, 1975		11	
Formation annuelle nette de capital, 1975			

TABLE 25Shoes and LeatherChaussures et cuirISIC No. 241

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	36	141	392
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	1	31	3,100
Other / Autres	31	9	29
Total / Total	32	40	125
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	1	31	3,100
Other / Autres	16	30	188
Total / Total	17	61	359
Total Consumption			
Consommation totale	51	120	235
Gross Output			
Production brute	36	141	392
Value Added			
Valeur ajoutée	15	57	380
Total Wages			
Salaires versés	5	23	460
Number of Employees (1000)			
Nombre d'employés	7	31	443
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		4	
de capital, 1975			

TABLE 26Wood ManufacturesOuvrages en bois et meublesISIC No. 25

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	63	192	305
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	2	6	300
Other / Autres	6	14	233
Total / Total	8	20	250
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	2	6	300
Other / Autres	28	99	354
Total / Total	30	105	350
Total Consumption Consommation totale	41	107	261
Gross Output Production brute	63	192	305
Value Added Valeur ajoutée	28	75	268
Total Wages Salaires versés	9	26	289
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	21	42	200
Annual Net Capital Formation, 1975		34	
Formation annuelle nette de capital, 1975			

TABLE 27Furniture and FixturesMeubles et accessoiresISIC No. 26

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	37	92	249
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	8	-
Other / Autres	12	8	67
Total / Total	12	16	133
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	8	-
Other / Autres	-	2	-
Total / Total	-	10	-
Total Consumption			
Consommation totale	49	98	200
Gross Output			
Production brute	37	92	249
Value Added			
Valeur ajoutée	15	35	233
Total Wages			
Salaires versés	7	15	214
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	27	34	126
Annual Net Capital			
Formation, 1975		6	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 28

Paper and Paper Manufacturing

Papier et ouvrages en papier

ISIC No. 27

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	8	106	1,325
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	46	-
Other / Autres	31	10	32
Total / Total	31	56	181
Exports / Exportations			
To the sub-region			
Vers la sous-région	-	46	-
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	46	-
Total Consumption			
Consommation totale	39	116	297
Gross Output			
Production brute	8	106	1,325
Value Added			
Valeur ajoutée	3	56	1,867
Total Wages			
Salaires versés	1	6	600
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	1	7	700
Annual Net Capital			
Formation, 1975		22	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 29Printing and PublishingImpression et éditionISIC No. 28

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	13	45	346
Imports / Importations			
From the Sub-region	-	2	-
De la sous-région			
Other / Autres	11	2	18
Total / Total	11	4	36
Exports / Exportations			
To the Sub-region	-	2	-
Vers la sous-région			
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	2	-
Total Consumption			
Consommation totale	24	47	196
Gross Output			
Production brute	13	45	346
Value Added			
Valeur ajoutée	7	26	371
Total Wages			
Salaires versés	4	14	350
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	8	14	175
Annual Net Capital			
Formation, 1975		2	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 30
Natural Rubber
Caoutchouc naturel
ISIC No.30

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	-	108	-
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	32	-
Other / Autres	31	12	39
Total / Total	31	44	142
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	31	-
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	31	-
Total Consumption			
Consommation totale	31	121	390
Gross Output			
Production brute	-	108	-
Value Added			
Valeur ajoutée	-	41	-
Total Wages			
Salaires versés	-	19	-
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	-	12	-
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		19	
de capital, 1975			

TABLE 31Basic ChemicalsProduits chimiques de baseISIC No.311

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	8	166	2,075
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	73	-
Other / Autres	28	111	396
Total / Total	28	184	657
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	73	-
Other / Autres	1	14	1,400
Total / Total	1	87	8,700
Total Consumption			
Consommation totale	35	263	751
Gross Output			
Production brute	8	166	2,075
Value Added			
Valeur ajoutée	3	92	3,067
Total Wages			
Salaires versés	1	8	800
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	1	8	800
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		46	
de capital, 1975			

TABLE 32
Animal and Vegetable Oils
Huiles animales et végétales
ISIC No.312

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	191	376	197
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	2	4	200
Other / Autres	2	1	50
Total / Total	4	5	125
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	2	73	3,650
Other / Autres	87	14	16
Total / Total	89	87	98
Total Consumption			
Consommation totale	106	294	277
Gross Output			
Production brute	191	376	197
Value Added			
Valeur ajoutée	46	75	163
Total Wages			
Salaires versés	9	18	200
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	15	26	173
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		42	
de capital, 1975			

TABLE 33

Paints

Peintures

ISIC No.313

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	5	49	980
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	1	9	900
Other / Autres	10	13	130
Total / Total	11	22	200
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	1	9	900
Other / Autres	-	3	-
Total / Total	1	12	1,200
Total Consumption Consommation totale	15	59	393
Gross Output Production brute	5	49	980
Value Added Valeur ajoutée	2	16	800
Total Wages Salaires versés	1	5	500
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	1	4	400
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		13	

TABLE 34
Miscellaneous Chemicals
Produits chimiques divers
ISIC NO. 319

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	35	204	583
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	1	33	3,300
Other / Autres	73	110	151
Total / Total	74	143	193
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	1	33	3,300
Other / Autres	-	1	-
Total / Total	1	34	3,400
Total Consumption Consommation totale	108	313	290
Gross Output Production brute	35	204	583
Value Added Valeur ajoutée	15	83	553
Total Wages Salaires versés	4	26	650
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	5	24	480
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		20	

TABLE 35

Petroleum

Pétrole

ISIC No.32

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	-	260	-
Imports / Importations			
From the Sub-region	-	32	-
De la sous-région	-	32	-
Other / Autres	109	-	-
Total / Total	109	32	29
Exports / Exportations			
To the Sub-region	-	32	-
Vers la sous-région	-	32	-
Other / Autres	-	27	-
Total / Total	-	59	-
Total Consumption	109	233	214
Consommation totale	109	233	214
Gross Output			
Production brute	-	260	-
Value Added	-	88	-
Valeur ajoutée	-	88	-
Total Wages	-	17	-
Salaires versés	-	17	-
Number of Employees ('000)	-	3	-
Nombre d'employés	-	3	-
Annual Net Capital			
Formation, 1975		32	
Formation annuelle nette		32	
de capital, 1975			

TABLE 36

Bricks

Briques

ISIC No.331.1

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	2	12	600
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	•	•	•
Other / Autres	1	-	•
Total / Total	1	•	-
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	•	•	•
Other / Autres	-	-	•
Total / Total	•	-	•
Total Consumption Consommation totale	3	12	400
Gross Output Production brute	2	12	600
Value Added Valeur ajoutés	1	10	1,000
Total Wages Salaires versés	1	3	300
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	1	4	400
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		5	

TABLE 37RefractoriesMatières réfractairesISIC No.331.2

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	-	5	-
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	-	-
Other / Autres	1	-	-
Total / Total	1	1	-
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	-	-
Other / Autres	-	1	-
Total / Total	-	1	-
Total Consumption			
Consommation totale	1	5	500
Gross Output			
Production brute	-	5	-
Value Added			
Valeur ajoutée	-	1	-
Total Wages			
Salaires versés	-	-	-
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	-	-	-
Annual Net Capital			
Formation, 1975		2	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 38

Glass

Verre

ISIC No. 332

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	1	49	4,900
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	25	-
Other / Autres	15	4	-
Total / Total	15	29	-
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	25	-
Other / Autres	-	1	-
Total / Total	-	26	-
Total Consumption Consommation totale	16	52	325
Gross Output Production brute	1	49	4,900
Value Added Valeur ajoutée	-	10	-
Total Wages Salaires versés	-	2	-
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	-	4	-
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		-	

TABLE 39CeramicsCeramiqueISIC No. 333

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	-	11	-
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	4	-
Other / Autres	4	1	25
Total / Total	4	5	125
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	3	-
Other / Autres	-	2	-
Total / Total	-	5	-
Total Consumption			
Consommation totale	4	11	275
Gross Output			
Production brute	-	11	-
Value Added			
Valeur ajoutée	-	6	-
Total Wages			
Salaires versés	-	1	-
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	-	1	-
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		5	
de capital, 1975			

TABLE 40

Cement

Ciment

ISIC No.334

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	27	140	519
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	11	-
Other / Autres	27	39	144
Total / Total	27	50	185
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	11	-
Other / Autres	-	11	-
Total / Total	-	11	-
Total Consumption Consommation totale	54	179	331
Gross Output Production brute	27	140	519
Value Added Valeur ajoutée	10	42	420
Total Wages Salaires versés	1	8	600
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	2	6	300
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		29	

TABLE 41

Cement Based Industries
Industries à base de ciment
ISIC No.339

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> Indice 1975 (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	43	214	498
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	1	1	100
Other / Autres	4	1	25
Total / Total	5	2	40
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	1	1	100
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	1	1	100
Total Consumption			
Consommation totale	47	215	457
Gross Output			
Production brute	43	214	498
Value Added			
Valeur ajoutée	30	130	433
Total Wages			
Salaires versés	7	24	343
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	9	31	344
Annual Net Capital			
Formation, 1975		22	
Formation annuelle nette			
de capital, 1975			

TABLE 42

Iron and Steel

Sidérurgie

ISIC No. 341

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	-	144	-
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	80	-
Other / Autres	82	47	57
Total / Total	82	127	155
Exports / Exportations			
To the Sub-region Vers la sous-région	-	80	-
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	80	-
Total Consumption Consommation totale	82	191	233
Gross Output Production brute	-	144	-
Value Added Valeur ajoutée	-	52	-
Total Wages Salaires versés	-	17	-
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	-	9	-
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		112	

TABLE 43
Non Ferrous Metals
Métaux non ferreux
ISIC No. 342

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output Production brute	39	340	872
Imports / Importations			
From the Sub-region De la sous-région	-	35	-
Other / Autres	15	11	73
Total / Total	15	46	307
Exports / Exportations			
To the sub-region Vers la sous-région	-	35	-
Other / Autres	31	229	739
Total / Total	31	264	852
Total Consumption Consommation totale	23	122	530
Gross Output Production brute	39	340	872
Value Added Valeur ajoutée	8	121	1,513
Total Wages Salaires versés	2	16	800
Number of Employees ('000) Nombre d'employés	1	7	700
Annual Net Capital Formation, 1975 Formation annuelle nette de capital, 1975		106	

TABLE 44ElectronicsElectroniqueISIC No. 376

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> (1963 = 100)
Gross Output			
Production brute	2	37	1,850
Imports / Importations			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	7	-
Other / Autres	13	40	308
Total / Total	13	47	362
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	7	-
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	7	-
Total Consumption			
Consommation totale	15	77	513
Gross Output			
Production brute	2	37	1,850
Value Added	-	6	-
Valeur ajoutée	-	6	-
Total Wages	-	4	-
Salaires versés	-	4	-
Number of Employees ('000)	-	2	-
Nombre d'employés	-	2	-
Annual Net Capital			
Formation, 1975		1	
Formation annuelle nette		1	
de capital, 1975			

TABLE 45

Engineering Products

Produits des industries mécaniques et électriques

ISIC No.37

	<u>1963</u> (in million US\$) (en millions de \$EU)	<u>1975</u>	<u>1975 Index</u> <u>Indice 1975</u> <u>(1963 = 100)</u>
Gross Output			
Production brute	331	717	217
Imports / Importation			
From the Sub-region			
De la sous-région	-	274	-
Other / Autres	429	1,219	284
Total / Total	429	1,493	348
Exports / Exportations			
To the Sub-region			
Vers la sous-région	-	274	-
Other / Autres	-	-	-
Total / Total	-	274	-
Total Consumption			
Consommation totale	760	1,936	255
Gross Output			
Production brute	331	717	217
Value Added			
Valeur ajoutées	97	359	370
Total Wages			
Salaires versés	33	78	236
Number of Employees ('000)			
Nombre d'employés	49	101	206
Annual Net Capital			
Formation, 1975			
Formation annuelle nette		90	
de capital, 1975			